

EDITORIAL

OBJECTIF SUEDE

Ce premier numéro de 1978 est consacré à « la dernière des calamités : le modèle suédois ». * Ceci pour combler deux lacunes, l'une temporelle, l'autre substantielle; non que nous soyons restés jusqu'ici insensibles aux reproches de polarisation jennomane — due à la composition originelle du Comité de Rédaction — puisque ce numéro constitue le deuxième rendez-vous avec les plus illustres descendants des intrépides Vikings, les actuels occupants de l'antique Svea. Pourtant, si nous mettons cette fois encore les bouchées doubles (que les amateurs de maigre en livraisons nous pardonnent : double fois n'est pas coutume!), nous ne prétendons pas, un an après vous avoir proposé une *Analyse* (1977:1) des causes du revirement politique de 1976, vous fournir le bilan complet de 44 ans de social-démocratie. Nous avons sélectionné quelques énigmes susceptibles d'intriguer l'observateur extérieur, et convions nos fidèles à d'ultérieures rencontres.

Enigme centrale, l'efficacité du Réformisme social servira de plate-forme à nos incursions en territoire suécophone, certaines selon des voies déjà bien défrichées — compléments sur la situation de la minorité lapone^e; suite du Symposium d'Histoire d'Oslo, présentement une importante contribution qui, s'efforçant de justifier l'ambivalente fame du pacifisme à la suédoise nous éclaire avec précision (et modestie: la « très grande chance de vivre en paix » — un hasard politique ?) sur les circonstances de ce non-engagement opiniâtre.

Quant au second trait du prétendu caractère national, le pragmatisme, il puise ses sources dans un fond de collectivisme rural

et luthérien: des réflexions que nous livre sur la genèse de la pensée sociale en Suède un sociologue parisien familier des universités suédoises, se dégage la spécificité d'une représentation du monde qui, en dépit de convergences (l'engrenage bureaucratique, le poids du positivisme philosophique), reflète peu nos cieux méridionaux. Cet article a le mérite de mettre en valeur, au-delà du cadre politico-économique, les constantes (la « très grande stabilité ») de cette représentation symbolique.

C'est aussi la primauté du social, et des recherches y consacrées, qui est soulignée par deux représentants de l'Association franco-suédoise pour la Recherche: un plus grand respect des délais, et nous eussions pu célébrer le 10^e anniversaire de l'A.F.S.R. (fondée en 1967); contentons-nous d'apprécier avec les auteurs le caractère complémentaire des démarches scientifiques dans les deux pays (notre déductivité s'étayant de leur pragmatisme).

Mais les exemples vivants sont d'un autre pouvoir; pour vous convaincre, deux autochtones se jettent dans la mêlée et vous exposent le débat crucial de la Suède contemporaine: la réforme du système scolaire. Directement concerné, et illustrant à son insu les assertions sus-mentionnées des exégètes étrangers (concrétisme de la vie intellectuelle, sincérité et objectivité — l'intraduisible « saktighet » — des préoccupations égalitaires). le praticien de l'Ecole de

* Citation libre des « Pensées inamicales » (et inédites, 1978) de notre correspondant près l'Université de Tampere, Ph. Vigier.

Base revendique un apprentissage presque révolutionnaire de la démocratie à l'école, et dénonce le défaitisme de certains (commentaires bruts des différentes fédérations d'enseignants, d'élèves, de travailleurs).

Sur ce point, et sur ce point seulement, son homonyme romancier lui fait, par adaptateur interposé, écho: « Pas question de renoncer. » Mais le tableau est moins optimiste: une mini-cellule de marginaux discrets est anéantie par les rouages d'un pesant mécanisme que déjà Strindberg qualifiait de « mensonge officiel »; le petit prof contestataire fait ici figure, face à un directeur « proxénète des réformes scolaires », d'empêcher de tourner en rond.

Nous ne pouvons, nous, empêcher un « national » de retourner sous vos yeux la médaille, tant est complexe la vérité humaine

— et tant qu'à grossir de notre encre les flots que ce modèle a déjà fait couler.*

Car ce sont de grands flots que produisent les grands fléaux.

Une vraie ca-la-mi-té, que je vous disais !

Mais une féministe notoire (et suécophile) n'intitulait-elle pas tout récemment son roman:

« CALAMITE, MON AMOUR » ?

M.M.J.F.

* Pour mémoire, le fondamental livre-dossier « Suède : la réforme permanente » (Stock 1977), fruit d'une collaboration franco-suédoise sous la direction de G. de Faramond.

«Les grandes puissances et les pays nordiques en 1939-1940»

par **Jean-Jacques Fol**

Une erreur de pagination a fait que la présentation prévue pour le dernier numéro de BOREALES n'a pu paraître. Légèrement remaniée, nous vous livrons cette présentation aujourd'hui.

Dans le dernier numéro nous vous avons donné les rapports de Ole Karup PEDERSEN, professeur à l'Université de Copenhague, et de Magne SKODVIN, professeur à l'Université d'Oslo. Ces rapports, comme ceux que nous vous offrons aujourd'hui et dans notre prochain numéro, ont été délivrés aux participants du Symposium en « avant-discussion ».

Dans le numéro précédent de BOREALES nous vous avons donné un article de François KERSAUDY qui était l'un des trois Français invité à ce symposium (1). Cet article pourrait être dit « de présentation générale ».

Dans ce numéro nous vous livrons le rapport d'Erik LØNNROTH, professeur à l'Université de Göteborg ainsi qu'une bibliographie indicative, en ne retenant que les ouvrages largement accessibles aux lecteurs francophones. Nous nous excusons dès maintenant de ce choix mais il est bien évident que les questions soulevées par cette période de la seconde guerre mondiale sont largement étudiées chez nos amis nordiques et qu'ils disposent d'une très large bibliographie, qui n'est pas toujours à la portée des lecteurs de langue française.

Dans le prochain numéro nous vous donnerons le rapport de Tuomo POLVINEN, professeur à l'Université de Helsinki.

Nous voudrions préciser que nous avons dû scinder la présentation de ces rapports pour des raisons pratiques et qu'alors nous avons choisi de vous les présenter selon une situation historique qu'il faut peut-être rappeler.

En 1939 les quatre pays nordiques (2) s'affirment neutralistes. De la fin 1939 au printemps

1940, puis de 1941 à 1945, ils vont connaître des fortunes diverses. Deux d'entre eux, le Danemark et la Norvège, se trouvent plongés dans la guerre mondiale par surprise. Ils sont rapidement occupés par les troupes allemandes, et le demeureront jusqu'en 1945. Ils se trouvent, qu'ils le veuillent ou non, dans le camp des victimes — et par là des adversaires — de Hitler. Et cela à l'évidence. Certes leurs statuts sont différents et l'occupation allemande n'y est pas absolument comparable. Mais ils sont occupés et leur liberté ne peut s'affirmer que dans la lutte contre cette occupation.

Pour la Suède et la Finlande, il en va différemment. La situation de la Suède est relativement simple : ce pays ne sera ni occupé ni le lieu de combats. Il restera neutre tout au long de la guerre. Cela ne signifie pas qu'il ait ignoré la guerre ou n'en ait pas souffert. Mais, relativement, la Suède a été un havre de paix, de liberté et de bonheur durant toute cette période. La Finlande, connu — mais qui ne s'en souvient ? — une fortune bien différente. Elle subit trois guerres successives : la guerre « d'hiver » tout d'abord, la guerre « de continuation » ensuite, la guerre « de Laponie » enfin. La première, qui dura du 30 novembre 1939 au 13 mars 1940, est la plus connue en France. Il est vrai qu'alors la France se trouvait aux prises avec « la drôle de guerre ». La « guerre d'hiver » fit de la Finlande un symbole. Par la suite la Finlande

(1) les deux autres étant François BEDARIDA, professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, et l'auteur de ces lignes.

(2) L'Islande n'est pas en question ici. Elle n'était pas alors indépendante mais relevait encore du Danemark et connu une destinée encore différente puisque occupée tout d'abord par des troupes britanniques puis américaines elle se trouva dans le camp allié, ipso facto.

fut quelque peu oubliée : elle ne faisait que participer, aux yeux du grand public, à la guerre mondiale, et se trouvait du mauvais côté — ce qui la distinguait doublement des autres pays nordiques.

Avant de vous laisser poursuivre la lecture de ces rapports nous voudrions rappeler qu'il ne s'agit pas d'articles exhaustifs mettant un terme à toutes les hypothèses, mais bien au contraire de « pré-rapports » soulevant un certain nombre de questions, du point de vue des pays intéressés, et devant provoquer réflexion et discussion (3). Enfin nous espérons que ces « pré-rapports » portant sur la période 1939-1940 ayant su intéresser nos lecteurs nous pourrions, plus rapidement, publier la suite du Symposium qui s'est réuni en juin 1978 à Helsinki, pour l'année 1941 et les suivantes, et devrait provoquer de nouvelles interrogations.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES indicatives sur la Deuxième guerre mondiale.

Toute une littérature plus ou moins romanesque a vu le jour à propos des différents aspects de cette période. Cette littérature va du reportage journalistique « sur le vif » aux véritables romans qui sans être des études chiffrées peuvent recréer un « climat ». On ne peut les ignorer. C'est le cas des ouvrages de Väinö LINNA par exemple.

V. Linna nous a donné deux aspects de la vie finlandaise au cours de cette période : avec « Soldats Inconnus » (Paris 1956) il s'attache à la vie des soldats sur le front finno-soviétique ; dans la dernière partie de « Ici sous l'étoile polaire » — dont on attend toujours que l'éditeur français donne la traduction faite en même temps que les deux premiers volumes parus en 1960 et 1962 — il retrace la vie de « l'arrière ».

Les études de cas précis ont le plus souvent paru sous forme d'articles publiés par des revues spécialisées dont la principale est sans doute :

(3) L'ensemble des discussions sera publié par la suite, simultanément dans les différents pays nordiques, par les soins des organisateurs du Symposium. Les lecteurs intéressés sont priés de se faire connaître. Nous leur donnerons les renseignements utiles pour se procurer des textes.

La Revue d'Histoire de la Deuxième Guerre Mondiale, publiée par le Comité International d'Histoire de la deuxième guerre mondiale, à Paris. Le Numéro 75 de cette revue a donné en outre des indications bibliographiques importantes. Il faudrait cependant consulter l'ensemble des numéros de la revue, ainsi que le « **Bulletin du Comité d'Histoire de la deuxième guerre mondiale** » pour connaître l'ensemble de ces études.

Trois autres revues de langue française ont à diverses reprises publié des études importantes.

Ce sont :

- **La Revue d'Histoire diplomatique**, publiée avec l'aide du Ministère des Affaires étrangères de Paris ;
- **La Revue de la Défense nationale**, issue du Ministère de la Défense ;
- **La Revue internationale d'Histoire militaire**, publiée par la Commission d'Histoire militaire comparée.

Pendant la guerre elle-même, ou du moins en ses débuts, la revue « **L'Europe Nouvelle** » a publié à différentes occasions des articles bien informés et parfois pénétrants dus à des journalistes de talents comme Pertinax (sur « la capitulation de la Finlande », etc.).

Il existe bien sûr un grand nombre de revues de langue anglaise s'attachant aux questions nordiques. Retenons pour mémoire les **Northern Studies** ainsi que les **Foreign Affairs**. Il faudrait y ajouter les différentes **Scandinavian Studies / Political Studies / Review / etc.**

La deuxième guerre mondiale apparaît bien souvent dans les **Mémoires** des dirigeants politiques ou des responsables militaires. Nous devons constater que très peu de ces ouvrages sont traduits en Français (1), et parfois ne sont alors qu'un « abrégé » des textes originaux. C'est le cas des « **Mémoires** » du Maréchal Mannerheim (Paris 1953).

(1) D'une façon générale on regrettera le peu de traduction en Français des ouvrages nordiques. Ceci est particulièrement sensible à cet endroit et les **Mémoires** de l'ancien premier ministre finlandais Ed. LINKOMIES : **Vaikea Aika** par exemple seraient du plus haut intérêt et une grande source de réflexion pour un très large public y compris en France.

Cette période et l'histoire de ces pays sont souvent abordées dans des ouvrages traitant d'un phénomène plus général comme « **Le Fascisme au XX^e siècle** » de P. Milza et M. Banteli (Paris 1973).

Il reste que de nombreux ouvrages s'attachent à un seul aspect et à un seul pays, plus exceptionnellement à un aspect dans l'ensemble des pays. Sans vouloir les classer autrement que par ordre alphabétique des auteurs il nous semble que la lecture des études ci-dessous indiquées peut donner une vue générale et assez précise de cette période.

- ALENIUS : Finland between the armistice and the peace. Helsinki 1947.
- ANDENES J., RISTE C. & SKODVIN M. : Norway and the Second World War. Oslo 1966.
- ASH : Norvège 194. Paris 1965.
- BARUCH : La Finlande en guerre. Bruxelles 1942.
- BEAUCOURT C. : L'Union soviétique et la Finlande ; les frontières européennes de l'U.R.S.S. 1917-1941. Paris Institut des Sciences Politiques 1957.
- BERTELSEN A. : October 43. London 1956. (sur le Danemark).
- CLARK D. : Three days to catastrophe. London 1961. (sur la Finlande).
- DENMARK during the german occupation. Kobenhavn. 1946.
- DERRY T. K. : A History of modern Norway 1814-1972. Oxford (Gr. Br.) 1974.
- DERRY T. K. : The campaign of Norway. London 1952.
- The DEVELOPMENT of Finnish-soviet relations during the autumn of 1939. Philadelphia & New York 1940.
- DOCUMENTS sur les relations finno-soviétiques. Lausanne 1941. (traduction des livres « Blanc-bleu » finlandais de 1939 & 1940.)
- FOL J.-J. : Les Pays Nordiques aux XIX^e & XX^e siècles. Paris 1978.
- FRITZ M. : German steel and Swedish iron ore 1939-1945. Göteborg 1974.
- HAESTRUP J. : Le mouvement de la résistance danoise 1940-1943. Copenhague 1970.
- HÅSTAD E. : Sweden, a wartime survey. Stockholm 1943.
- HAUSSON O. : Risquer plus que la vie. Paris 1967. (sur la Norvège occupée).
- HEDIN-S. : Sweden : the dilemma of a neutral. Stockholm 1943.
- HOPPER : Sweden : a case study in neutrality. (Foreign Affairs) 1945.
- JAKOBSON M. : The diplomacy of the Winter War : an account of the Russian-finnish war 1939-1940. Cambridge Mass. 1961.
- KERSAUDY Fr. : La Norvège et les Grandes Puissances de 1938 à 1940. Paris 1976.
- KOHT H. : Norway neutral and invaded. London 1941.
- KOHT H. & SKARD S. : The voices of Norway. London 1944.
- LAMPE D. : The Savage Canary : the story of resistance in Denmark. London 1957.
- LOOCK H.D. : Quisling, Rosenberg and Terboven. London 1972.
- LUNDIN C. L. : Finland in the second World War. Bloomington 1957. (cet ouvrage est sans doute essentiel et fondamental.)
- MAZOUR A. : Finland between East and West. Princeton 1956.
- MILWARD A.S. : The fascist economy in Norway. Oxford 1972.
- MORDAL J. : Narvik. Paris 1960.
- MUNCH E. : Sibyllegatan 13 ou la résistance danoise. Paris 1970.
- NAVISEN E. : La route du fer. Paris 1964.
- NYMAN Kr. : Finland's war years 1939-1945. Helsinki 1973. (Bibliographie des ouvrages autres qu'en Finnois ou Russe.)

- NYSTRUP P. : An outline of the german occupation of Denmark 1940-1945. Copenhagen 1968.
- OUTZE B. : Denmark during german occupation. Copenhagen 1946.
- PALM Th. : The finnish-soviet armistice negotiations of 1944. Uppsala 1971.
- PELTIER M. : La Finlande dans la tourmente. Paris 1966.
- PERRET J.-L. : La Finlande en guerre. Paris 1940.
- PUNTILA L. : Histoire politique de la Finlande de 1808 à 1959. Neuchâtel 1966.
- RISTE O. & NOKLEBY B. : Norway 1940-1945. The resistance movement. Oslo 1970.
- SANDLER A. : Political aspects of swedish diplomacy during World War II. California 1950.
- TANNER V. : The Winter War. Finland against Russia 1939-1940. Stanford 1957.
- TORRIS M. J. : Narvik. Paris 1963.
- UPTON A. : Finland in crisis 1940-1941. London 1964.
- WAAVE : La bataille de Narvik. Paris 1963.
- WERSTEIN J. : That Denmark might live. Copenhagen 1967.
- WORM-MULLER J. : Norway revolts against the nazi. London 1941.

Encore une fois cette bibliographie très limitée n'est qu'indicative et doit permettre une première approche.

Jean-Jacques FOL.

La politique suédoise 1939-1940

RAPPORT d'ERIK LÖNNROTH (*) : SUEDE

La Suède a eu la très grande chance de vivre en paix de façon ininterrompue depuis 1814. L'une des conséquences en est qu'elle a acquis la réputation d'être une nation exceptionnellement pacifique, ce qui est quelque peu exagéré car à différentes reprises la Suède n'a échappé à la guerre que par un pur hasard politique. Quoiqu'il en soit la politique de paix a eu quelques fondements solides : des frontières stratégiques favorables après la perte de la Finlande cédée à la Russie en 1809, et un sentiment grandissant de proche parenté à l'égard des autres nations scandinaves précédemment considérées comme les ennemies traditionnelles de la Suède. Quand en 1905 la Norvège rompit l'union dynastique la liant à la Suède — constituée en 1814 essentiellement pour des raisons stratégiques — le gouvernement royal et les groupes dirigeants de la société suédoise eurent la sagesse de ne pas utiliser les armes. Ceci peut sembler n'être qu'un simple acte de bienséance. Mais comme la bienséance est plutôt inhabituelle dans l'histoire des relations extérieures européennes, cela conféra quelque crédit supplémentaire à la Suède.

A partir de 1870 la neutralité de la Suède dans les conflits européens prit une forme qui approchait une sorte de doctrine. Après la victoire définitive de la démocratie en 1918, cette doctrine fut fortement influencée par le courant libéral dominant et par l'internationalisme social-démocrate. Mais quelques-unes de ses caractéristiques ont des racines plus profondes plongeant dans les traditions historiques : celles d'une plus grande puissance réduite à la situation d'une petite puissance trop fière pour accepter un rôle de satellite, avec une certaine tendance en faveur d'une manifestation de supériorité morale vis-à-vis des autres nations et de meilleures possibilités d'autosatisfaction.

En 1920 la Suède adhéra à la Société des Nations en dépit d'une forte opposition des partis conservateur et communiste cautionnant respectivement les intérêts de l'Allemagne et de l'Union soviétique qui n'étaient pas membres. Par la suite les dirigeants conservateurs devaient cependant s'adapter rapidement à cette participation et prendre une part active à la politique de Genève. Cela contribua grandement à la croyance en la politique neutraliste de la Suède. d'autant que plusieurs des représentants suédois à Genève

furent des juristes renommés comme ce fut le cas pour l'ancien premier ministre Hjalmar Hammarskjöld (conservateur) ; le dirigeant conservateur Ernst Trygger, plusieurs fois premier ministre ou ministre des Affaires étrangères ; Osten Undén, social-démocrate, et du ministre des Affaires étrangères Eliel Löfgren, libéral. Le dénominateur commun de leur neutralisme était une tendance à vouloir régler les conflits par un arbitrage légal au lieu de provoquer des alliances et des sanctions militaires. La politique extérieure suédoise était cependant surtout influencée par l'idéologie libérale-social-démocrate, ce qui se manifestait essentiellement par l'idée du désarmement concrétisée dans une réduction radicale de l'organisation de la défense nationale en 1925. La Suède ne pouvait pas se payer le luxe de se mêler aux tensions qui se faisaient jour entre les vainqueurs et les vaincus de la Première Guerre mondiale. En particulier, sa situation exigeait que la situation demeurât calme en Baltique alors même que le secteur nordique du cordon sanitaire français, la Pologne, débouchait sur la Baltique entre l'Allemagne, la Prusse orientale et les Etats baltes. Aussi dès le début des années 1920 la Suède se refusa à toutes les propositions qui se présentaient tendant à lui faire jouer le rôle dirigeant parmi les petites puissances de la Baltique et qui lui aurait imposé d'assurer la sécurité de la Finlande, de l'Estonie et de la Lettonie. De même, en 1926, la Suède abandonna son siège au Conseil de la Société afin que l'Allemagne et la Pologne puissent y accéder simultanément. Aussi longtemps que dura la période de détente, au cours de la décade 1920-1930, cette politique de presque totale passivité se fraya un chemin assez aisément.

Le « Machtübernahme » hitlérien de 1933 ; le départ de l'Allemagne et la venue de l'Union soviétique à Genève ; l'accord germano-polonais de 1934 ; et le traité naval entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne en 1935 ; tout cela changea complètement la constellation des puissances. L'insuccès de la Société des Nations à faire échec à la conquête italienne de l'Ethiopie prouva que les principales puissances n'of-

(*) Erik Lönnroth : professeur d'Histoire à l'Institut d'Histoire de l'Université de Göteborg.

fraient aucune protection réelle aux Neutres. A partir de cette époque faire front avec la Société des Nations contre les Puissances de l'Axe signifiait prêter son aide à l'Union soviétique alors seule opposition à l'Allemagne nazie en Baltique. L'opinion publique suédoise réagit fermement à l'Allemagne nazie et en même temps ressentit une défiance latente mais profonde à l'encontre de l'Union soviétique ; le cours naturel voulait qu'on se tienne à l'écart de l'une et de l'autre sans chercher à en favoriser une. Du bloc qui avait été neutraliste parmi les petites puissances de la Société des Nations, les quatre démocraties nord-européennes se trouvaient plus ou moins impliquées dans des situations identiques et éprouvaient un sentiment de naturelle solidarité. Aussi la période « Nordique » de la politique étrangère suédoise commença par le refus de se joindre aux sanctions de 1936 et par l'institution d'une coopération entre les quatre gouvernements nordiques. C'était toujours une politique neutraliste commune mais un mouvement spontané de sentiment de parenté historique et culturelle portait l'opinion suédoise au delà de la simple acceptation d'une coopération technique avec ses trois voisins. Le gouvernement ne voulait cependant pas entrer dans une quelconque alliance politique, bien que le Ministre des Affaires étrangères, Richard Sandler jouât sur la pensée, ou plus exactement avec le sentiment que la Suède principale nation nordique, et la mieux située, ait eu à satisfaire les demandes avancées, ou à tout le moins à leur offrir des réponses positives. Cela l'influença certainement dans son accord pour ce qu'on appela le « plan de Stockholm » visant à des fortifications finno-suédoises des secteurs méridionaux de Åland. Ce plan fut proposé en 1938. Techniquement c'était un développement de la défense côtière de Stockholm mais on ne peut nier que ce plan impliquât une certaine participation à la défense du territoire finlandais, si la Finlande se trouvait l'objet d'une agression non provoquée.

II

Il y a eu un nombre relativement important de travaux faits sur l'histoire de la Suède au cours des années 1939 et 1940. Ceci est pour partie dû au projet de recherche « la Suède durant la deuxième guerre mondiale », travail animé par un groupe de jeunes historiens de l'Université de Stockholm et financé par le « fonds du Jubilé de la Banque nationale de Suède ». Encore aujourd'hui, lisant les travaux non dépourvus d'ambition publiés grâce à ce projet, on a aisément un sentiment de piétine-

ment. Cela tient au fait qu'une partie seulement des sources intéressantes sont accessibles aux chercheurs et la conséquence en est que ces chercheurs tournent en rond à partir de la même masse d'informations qu'il leur faut interpréter.

Aucune discussion réellement enrichissante n'a pu avoir lieu en ce qui concerne la politique suédoise au cours de ces deux dernières années, d'autant que les différents auteurs ont eu accès à des sources différentes et sont prêts à interpréter d'une façon erronée les informations particulières en faisant référence à ces sources.

Parmi les récentes publications le livre « La politique étrangère de la Suède en 1939-1945 » de Wilhelm M. Carlgren, publié en 1973, est de loin le mieux informé pour la très simple raison que l'auteur est le directeur des archives du Ministère des Affaires étrangères suédoises et par là a accès à tous les documents secrets, en ce qui concerne les Affaires étrangères, ainsi qu'à l'ensemble de la correspondance diplomatique. La plupart des récentes publications ont pu bénéficier de l'accès à certaines séries de ces documents et au journal de Carl Gustav Westman, Ministre de la Justice, ainsi qu'au journal secret du Premier Ministre Per Albin Hansson. Les documents de Gösta Bagge, dirigeant conservateur et Ministre de l'Eglise et de l'Education ont aussi été utilisés par quelques chercheurs. Cette approche a tout naturellement débouché sur une importance un peu trop grande accordée à Westman et à Bagge et, sans trop de difficultés aux notes de Hansson. Gunnar Hägglöf, membre du gouvernement en 1939 et expert remarquable dans le domaine du commerce extérieur aussi bien avant que durant la guerre, a publié des mémoires qui sont bien sûr hautement documentées. Krister Wahlbäck a déjà dans sa thèse sur la question Finlandaise dans la politique suédoise des années 1937-1940 (publiée en 1964) accordé une grande attention au journal d'un des généraux les plus actifs et les plus en vue durant les années de guerre : C.A. Ehrensward. Et au sein des archives militaires sur la « Suède durant la deuxième guerre mondiale », ce journal a fourni les informations les plus documentées et les plus inédites.

L'homme fort du gouvernement, le Ministre des Finances Ernst Wigfors, a publié des mémoires fort circonstanciés. Un ministre moins important, Gustaf Andersson, qui était aux Communications, fut plus explicite dans son ouvrage posthume. Le commandant en chef des forces de défense suédoises au début de la guerre, Olof Thörnell, a dirigé la rédaction d'une vue d'ensemble des mesures de défense qui peut être considérée comme un mémoire en abrégé. Toutefois ce texte n'a toujours pas été publié.

La ligne générale de la politique suédoise dans les années 1939-1940 est manifestement très claire. Mais nous manquons d'informations sur les délibérations et les décisions en ce qui concerne un certain nombre de questions cruciales. Ainsi, et cela jusqu'au moment où les écrits privés de Richard Sandler et de Christian Günther seront ouverts aux chercheurs, bien des interprétations peuvent être échafaudées à propos des buts et des motifs des deux ministres des Affaires étrangères. Une analyse critique des dernières déclarations prononcées par les dirigeants de l'époque fournit de bons exemples sur la rapidité avec laquelle leurs impressions et leurs vues ont pu se modifier par la suite et de façon inconsciente lors de la publication de leurs Mémoires. Aussi un rapport sur la politique suédoise des années 1939-1940 doit-il être érigé sur des profondeurs inconnues et cela aussi longtemps que tous les documents intéressants ne seront pas connus dans leur détail.

Cela signifie qu'une bonne part de ce qui a eu lieu en Suède demeure encore dans l'ombre. Les nations combattantes ainsi que les pays occupés savaient qui étaient leurs amis et qui leurs ennemis. Dans la Suède neutre quelques groupes se faisaient remarquer par leurs sympathies ou antipathies affichées mais la majorité des gens tenait les deux camps à distance. Les déclarations tardives, alors que l'issue de la guerre était évidente, n'ont pas grande signification car elles sont nées en dehors de toute pensée profonde. Il demeure une tâche difficile : ne pas accepter les paroles offertes et examiner les faits hors des déclarations embarrassées.

En limitant la politique extérieure suédoise aux problèmes de l'Europe septentrionale et tout particulièrement à la situation des nations sœurs le Danemark, la Norvège et la Finlande, il existe deux sortes de conséquences comportant des interprétations dangereuses. Toutes deux présupposent l'existence d'une tension entre l'un des Etats nordiques et une grande puissance et toutes deux laissent à penser que ce conflit se développera pour s'étendre à d'autres Etats nordiques. L'une de ces questions concerne le Slesvig touchant au Danemark et à l'Allemagne et qui ferait que l'Allemagne demande la révision de la frontière de 1920. La question du Slesvig concernait la situation même du Danemark et par conséquent le contrôle exercé sur les îles de la Baltique — ce qui indirectement intéressait aussi la Suède. L'autre question était celle de la fortification des Åland, touchant à la défense côtière de Stockholm, aux communications entre la Suède et la Finlande en cas de guerre et, surtout, à la neutralité de la Finlande au cas où un conflit aurait éclaté entre l'Allemagne et l'Union soviétique.

En 1939 la question du Slesvig avait cessé d'être un problème pour le Ministère suédois des Affaires étrangères ou, plus exactement, ne pouvait plus en un être un pour le gouvernement suédois. Cela n'empêchait cependant pas que la situation du Danemark demeurait un souci pour la Suède, le Danemark recherchant par son attitude conciliante à apaiser sa voisine, l'Allemagne, et de ce fait était le maillon faible de la chaîne scandinave de solidarité dans la résistance diplomatique aux pressions de la grande puissance nazie. Mais comme il était évident que rien d'autre que l'aide d'une des grandes puissances occidentales ne pouvait sauver le Danemark d'une occupation par l'armée allemande quand et si le Führer allemand le souhaitait, et cette aide ne serait vraisemblablement pas proposée, la Suède ne pouvait offrir que sa sympathie. Le gouvernement danois n'ayant jamais demandé, à partir de 1937, une aide quelconque contre les pressions allemandes mais ayant bien au contraire rejeté jusqu'à l'idée d'une telle aide, aucune angoisse morale ne saisit la Suède à ce sujet. Cela ne signifiait pas l'indifférence à l'égard du sort du Danemark. Dans les milieux diplomatiques allemands le premier ministre de Suède, Per Albin Hansson était considéré comme passionnément danois à propos de la question du Slesvig, ce qui était peut-être exact bien qu'il n'ait jamais manifesté de tels sentiments. L'opinion publique était, elle aussi, très pro-danoise.

La question des Åland comme les relations avec la Finlande demeurèrent un problème essentiel de la politique extérieure suédoise tout au long de 1939. L'initiative pour une coopération et une aide suédoise vint de Finlande. La situation des Åland fut vivement discutée non seulement dans les journaux finnois ou suédois mais aussi dans la presse allemande et soviétique.

C'est le maréchal de Finlande, Mannerheim, qui en 1934 prit l'initiative en vue de fortifier l'archipel et ceci était une mesure de sécurité très nettement tournée contre une agression soviétique. Cette initiative fut fortement encouragée par l'opinion publique officielle allemande mais dès le début la Suède ne soutint cette proposition que du bout des lèvres. En 1937, quand la Finlande se rapprocha des pays scandinaves neutres, le Ministère suédois des Affaires étrangères reconsidéra sa position avec la participation de l'état-major de la défense. Il est possible que le partenaire militaire ait pris l'initiative de cette révision, mais il est aussi possible que le chef d'état-major n'ait été que le porte-parole du ministère des Affaires étrangères. Quoiqu'il en soit le résultat fut que la question des Åland se retrouva posée et cela par une

modification de l'attitude des dirigeants de la politique extérieure suédoise. Il semble que le départ de ce développement puisse être fixé au mois d'avril 1937 quand les autres ministres des Affaires étrangères se retrouvèrent à Helsinki. Mais c'est en 1938 seulement que le chef d'état-major des forces de défense suédoises, le général Thörnell, remit au gouvernement de Suède un mémorandum suggérant une nouvelle attitude sur cette question. La signification de cet engagement dans la défense des Åland n'a jamais été totalement éclaircie d'autant que les habitants des Åland, qui sont des svédophones, se sont toujours manifestés violemment contre toute fortification de ces îles. Il est vraisemblable que des raisons sentimentales se sont mêlées aux considérations générales, surtout si les chefs militaires traditionnellement favorables à la Finlande et méfiants à l'encontre de la Russie ont pu jouer un rôle déterminant derrière la scène. Sandler lui-même n'était pas un exemple d'homme politique se formant une opinion de sang-froid et son attitude pro-finlandaise à la fin de la décade des années 30 est évidente. Mais il est aussi certain que le plan de Stockholm en vue de la fortification des chenaux méridionaux des Åland pouvait être provoqué par un raisonnement très rationnel. La méfiance russe à l'égard de la Finlande et les soupçons portant sur l'influence grandissante de l'Allemagne dans ce pays, étaient évidents et enregistrés au Ministère des Affaires étrangères suédois. En juillet 1937 Sandler eut de sérieuses conversations à ce sujet avec Litvinov. La nouvelle politique finlandaise de solidarité scandinave sur la base d'une stricte neutralité n'avait pas l'approbation unanime de l'opinion publique finlandaise. Les opposants étaient peu nombreux mais bruyants, surtout parmi les officiers qui estimaient que des buts de défense en alliance avec l'Allemagne n'étaient pas hors de question au cas où les voisins scandinaves ne seraient pas en mesure de secourir et protéger réellement le pays. Sandler et son petit groupe de conseillers privés — dont l'identification est l'une des nombreuses tâches des futurs historiens — semblent avoir été persuadés qu'une intégration réelle de la Finlande dans le concert scandinave de stricte neutralité convaincrat les dirigeants soviétiques qu'ils n'avaient rien à craindre de l'Allemagne à travers la Finlande et en particulier que cette dernière ne participerait pas à une extension du pacte anti-comintern. Des rapports très sérieux et des appels pressants du représentant suédois à Helsinki à l'automne 1937, l'affaiblissement de la position du ministre des Affaires étrangères de Finlande, Holati, une volonté croissante d'auto-confiance de plus en plus manifeste en Finlande, tout ceci stimulé par la nouvelle de l'extermination des

dirigeants militaires soviétiques, accéléra le processus tendant à obtenir l'accord du gouvernement suédois face au désir finlandais de fortification des Åland (1). Cet accord obtenu, la direction militaire s'attacha aux détails de l'accord et après des négociations plutôt difficiles le plan de Stockholm prit forme.

Le développement ultérieur de la question des Åland est surtout une question touchant au développement des relations finno-soviétiques mais la marque de la politique spécifiquement neutraliste de la Suède s'y attacha aussi longtemps que cette question demeura dans le domaine diplomatique. Dès les premières discussions Sandler affirma que non seulement les signataires de la convention de 1921 mais aussi l'Union soviétique devraient donner leur accord à une partielle re-fortification de l'archipel. Les représentants de l'Union soviétique de Staline ont constamment émis l'idée, et ceci dès la réouverture de la question par Mannerheim en 1934, que cette re-fortification était voulue par les éléments antirusse de Finlande. « Nous sommes opposés fermement à toute fortification des Åland, que ce soit le fait de la Finlande ou de toute autre puissance », déclara Litvinov le 19 avril 1938 au représentant suédois à Moscou, Winther. Au début de 1939 l'attitude russe sembla s'assouplir mais sans que les dirigeants de la politique extérieure suédoise puissent en indiquer les raisons : La question des Åland avait été liée, dans des conversations très secrètes entre l'Union soviétique et la Finlande, à une sorte de garantie des intentions amicales de la Finlande à l'égard de son voisin oriental. Quand en mars 1939 la Finlande finalement rejeta les propositions russes de céder quatre îles de la partie orientale du Golfe de Finlande, le gouvernement suédois intervint pour conforter le point de vue finlandais, croyant alors d'une façon erronée que cette question avait été introduite de façon à créer des difficultés en ce qui concernait la fortification des Åland. Cette démarche fut repoussée avec indignation par Litvinov qui la considéra comme un acte inamical. Il était évident que tout dépendait de l'attitude du gouvernement finlandais à propos des îles du Golfe de Finlande, et comme cette attitude demeurait négative, le plan de Stockholm se trouvait de fait condamné.

(1) Krister Wahlbäck : *Finlandsfrågan i svensk politik 1937-1940*, Stockholm 1964. K.W. a refusé cette interprétation peut-être en raison de ses références au journal du général Ehrensvärd et en ne s'attachant pas aux sources pertinentes fournies par les dépêches de Helsinki.

Cela n'empêcha pas le gouvernement suédois de faire une proposition au parlement le 5 mai 1939 visant à faire approuver ce plan sous la seule condition que le conseil de la Société des Nations l'entérinât, ce qui signifiait que l'Union soviétique devait aussi donner son accord. Les 22 et 27 mai la question fut débattue par le conseil. Lors de la dernière réunion il fut évident que l'Union soviétique rejetait la proposition des gouvernements finlandais et suédois et le 31 mai Molotov déclara officiellement que l'Union soviétique s'opposait à toute fortification qu'il considérerait comme une menace. Le 2 juin, tirant les conséquences de cette attitude, le gouvernement suédois retirait sa proposition au Parlement.

On peut se demander pourquoi devant l'opposition persistante et manifeste de l'Union soviétique Sandler n'avait pas retiré plus tôt sa proposition. Il faut considérer comme acquis qu'encore en mai 1939 à Genève Sandler espérait obtenir l'accord soviétique. Dans une conversation avec l'auteur de ces lignes Sandler a mis en avant un certain nombre de remarques de Maisky, faites juste avant la rencontre de Genève et qui lui avaient semblé comme une promesse voilée d'accord. Mais ses considérations les plus profondes demeurent inconnues et il ne reste que son espoir de convaincre les diplomates soviétiques de l'esprit pacifique et neutraliste du gouvernement finlandais. Sa politique était honnêtement basée sur la présomption que l'antagonisme entre l'Allemagne nazie et la Russie soviétique était constant et intangible et qu'en conséquence les soviétiques devaient comprendre que la neutralisation de la Finlande sous l'influence de la Suède concordait avec leurs propres intérêts. Ceci présupposait à nouveau que l'Allemagne était la seule puissance agressive dans la Baltique et que d'une façon ou d'une autre la Russie agirait en accord avec les puissances occidentales.

Quand le pacte Molotov-Ribbentrop du 23 août fut annoncé, la base de cette politique s'écroula. Il fallut que le gouvernement suédois ajuste ses vues et actions à une situation totalement nouvelle et potentiellement catastrophique.

IV

Depuis 1932 la Suède était gouvernée par le parti social-démocrate qui en 1936 s'était allié au parti agrarien pour conserver la majorité à l'Assemblée. En 1939 la situation intérieure était étonnamment stable en comparaison de la plupart des autres pays européens. Les dirigeants social-démocrates qui formaient la majorité du gouvernement avaient fait la preuve qu'ils cons-

tituaient une équipe très capable, qu'ils étaient les meilleurs représentants d'une politique de réformes modérées et couronnées de succès qui faisait de la Suède « la Maison du Peuple ». En 1939 les organisations centrales des employeurs et les syndicats conclurent un armistice appelé le « pacte de Saltsjöbaden » qui mit en place un système régulier de négociations entre les deux parties et évita les grèves et les lock-out. La vie économique suédoise, après la crise mondiale, avait prospéré en partie en raison du réarmement fiévreux de l'Europe. Tout ceci contribuait à faire de la Suède une région plutôt imperméable aux propagandes d'extrême droite et d'extrême gauche. Les petits partis nazis ne parvinrent jamais à conquérir un seul siège au Parlement et étaient considérés par Hermann Göring lui-même comme un phénomène plutôt ridicule. Les communistes avaient obtenu quelques sièges mais se trouvèrent tout au long de l'entre-deux guerres considérablement gênés par des conflits internes et par les directives étranges reçues du parti père de Russie. Le pacte Molotov-Ribbentrop rendit ses positions idéologiques tout à fait impossibles. Il existait quelques petits groupes de sympathisants nazis, défaitistes et généralement égarés. Il y avait aussi quelques traîtres à la nation suédoise, mais dans l'ensemble le front intérieur était tout à fait digne de confiance.

Tout ce qui précède doit être présent à l'esprit quand on considère les débats sur la politique étrangère alors que cette politique prenait une place importante pour le peuple suédois. Jusqu'à l'ouverture des hostilités l'opinion publique reflétait les sympathies et les antipathies générales, c'est-à-dire qu'elle se manifestait d'une façon générale très antinazie. Il faut noter que les conservateurs qui, traditionnellement étaient germanophiles s'étaient séparés de toute influence nazie et s'étaient rangés dans le camp démocratique. Après le début de la guerre, quand très rapidement les pays furent les uns après les autres avalés par le pacte unissant l'Allemagne et l'Union soviétique, les voix officielles de la Suède furent à quelques exceptions près recouvertes par un murmure effrayé. Cela ne signifiait pas un changement dans l'opinion mais plus exactement la prise de conscience des dangers extrêmes qui menaçaient les petites nations.

La Suède devait faire face à cette situation nouvelle avec des forces de défense tout à fait insuffisantes. Après la période de foi en une paix durable garantie par le système international de sécurité de la Société des Nations, il y eut une période de réarmement lent et prudent qui fut entreprise avec le nouveau programme de défense de 1936. Mais ce programme était

encore bien peu avancé en septembre 1939. L'armée, dont le principe de base était celui de conscription nationale, était mieux équipée et entraînée pour la garde de la neutralité que pour la guerre. La marine avait peu de destroyers modernes, et ses principales unités, trois navires à mi-chemin entre les navires de combat miniaturisés et de lents croiseurs équipés de grosses pièces d'artillerie, dataient des années 1920. L'aviation était équipée d'appareils importés et de second ordre. Ils étaient peu nombreux et très peu étaient équipés de radios. La Suède avait déjà son usine d'armement, pour les canons, à Bofors et pouvait mettre en route une industrie aéronautique. Ses possibilités industrielles étaient relativement grandes mais elles n'avaient pas encore d'importance réelle en 1939-1940. Toutes ces caractéristiques concernant les possibilités de la Suède en matière de défense devaient être prises en considération par le gouvernement dans les décisions qu'il avait à prendre dans le domaine de la politique extérieure (2).

La « Guerre éclair » allemande et la victoire totale sur la Pologne fut une démonstration effrayante de l'efficacité de la machine de guerre allemande. Elle ne modifia cependant pas la situation de la Suède d'une manière décisive. L'avance de l'Union soviétique dans les Etats baltes et les demandes présentées à la Finlande dans la première semaine d'octobre 1939 furent pourtant une brèche dans la sphère d'intérêts suédois. Les conséquences de la politique de Sandler à propos des Åland furent évidentes quand le 4 octobre la Finlande demanda l'accord et la coopération de la Suède pour la re-fortification et la défense des Åland. Dans les semaines qui suivirent des opinions et des attitudes différentes se manifestèrent au sein du gouvernement suédois qui finalement obligeaient à un remaniement ministériel.

Jusqu'à là Sandler s'était occupé des Affaires étrangères sans que ses collègues du gouvernement interfèrent dans ses entreprises. L'ancien ministre des Affaires étrangères, Osten Undén, expert de premier plan du parti social-démocrate pour les questions de loi internationale, avait publié en 1937 une déclaration sibylline et critique contre les activités nordiques de Sandler. Mais, depuis 1936, Undén n'était plus membre du gouvernement et ne bénéficiait pas de la confiance du Premier ministre et dirigeant du parti, Per Albin Hansson, au même titre que Sandler. Au sein du gouvernement le ministre des Finances Ernst Wigfors avait progressivement acquis une position de force par la grâce de sa volonté et de sa supériorité intellectuelle. Wigfors entra à son tour dans le débat concernant les Åland, et se manifesta comme

un défenseur absolu de la stricte neutralité. Il était secondé dans son action par Karl Gustav Westman, ministre de la Justice et auparavant ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement agrarien de l'été 1936. La demande finlandaise en vue d'un accord suédois pour des fortifications finlandaises des chenaux sud des Åland selon le plan de Stockholm, et la demande subséquente d'aide de matériels pour ces fortifications, furent accueillies sans objections sérieuses. Mais la demande d'envoi de troupes suédoises dans les Åland divisa le gouvernement comme le conseil secret pour les Affaires étrangères au sein duquel tous les partis de l'Assemblée, sauf le parti communiste, étaient représentés. Non seulement Wigfors mais le premier ministre Hansson lui-même s'opposèrent à Sandler et répondirent négativement à cette demande. Une autre controverse eut bientôt lieu concernant le minage des eaux suédoises au nord des Åland et jusqu'à la limite des eaux territoriales finlandaises afin de fermer le Golfe de Bothnie. La discussion fut vive et ne parvint pas à une conclusion.

Une manifestation très spectaculaire eut lieu les 18 et 19 octobre 1939 : les trois souverains scandinaves et le président de la République de Finlande se rencontrèrent à Stockholm et furent acclamés par quelques 100.000 personnes. Cette manifestation toucha tout particulièrement le président Kallio. Elle fut à l'origine d'une vague de solidarité nordique dont la presse se fit l'écho. La réunion des chefs d'Etat avait été proposée par Sandler — qu'il l'ait fait de sa propre initiative ou que cela lui ait été suggéré est difficile à dire. Le but devait être d'utiliser l'opinion publique pour faire pression sur les neutralistes du gouvernement. S'il en était ainsi, les résultats furent secondaires. Le communiqué publié à l'issue de cette réunion faisait état du sentiment de solidarité et de neutralité des quatre nations mais était par ailleurs de peu d'importance, faisant seulement état de la sympathie de la Suède pour la Finlande qui pouvait difficilement en espérer plus. Toutefois cette réunion eut un résultat : le destin de la Finlande se révéla être une question d'intérêt général pour l'ensemble de l'opinion publique suédoise. Un nouveau climat politique dominait le pays et les hommes politiques devaient en tenir compte, même s'ils n'étaient pas convertis à cette idée.

(2) A ce propos voir Åke Holmquist : *Flotans beredskap 1938-1940*, Stockholm 1972, et Erik Norberg : *Flyg i beredskap. Det svenska flygvapen i omvandling och uppbyggnad 1936-1942*, Stockholm 1971.

A cette époque Sandler souhaitait sincèrement pouvoir donner une aide politique et même militaire à la Finlande ; il était prêt à prendre le risque que comportait une telle démonstration. Il est difficile de reconstruire ses considérations alors que la faiblesse militaire de la Suède était patente. Il est possible qu'il n'ait pas pris au sérieux la menace soviétique pourtant réelle. En cela il était peut-être influencé par Erkko, son collègue finlandais. Il est aussi possible qu'il ait été poussé à agir ainsi par le porte-parole de l'état-major de la défense. On peut penser que le commandant en chef, Thörnell, et son chef d'état-major Axel Rappe étaient des activistes convaincus et qu'ils filtraient toutes les informations émanant de leurs subordonnés et à l'intention du gouvernement de façon à en éliminer toute information négative (3).

L'état-major de la défense estimait qu'une menace russe contre la Finlande était aussi une menace contre la Suède et que la meilleure politique était de faire un effort afin d'annuler cette menace aussitôt que possible. L'état d'esprit de Sandler n'était certes pas celui d'un militaire et ses calculs sur les intentions soviétiques comme ses plans étaient sans doute fort différents de ceux des généraux. Mais il peut avoir été influencé par leur attitude.

Quelques jours après la réunion des souverains et du président, la crise interne du gouvernement atteignit un stade particulier quand Sandler, secondé par le ministre de la défense Pehr Edvin Sköld, proposa plusieurs mesures visant à venir en aide à la Finlande si celle-ci était attaquée par l'Union soviétique. Parmi ces mesures se trouvait le minage des eaux territoriales au nord des Åland. Tous deux avaient négocié avec Erkko à ce sujet, avec l'approbation du premier ministre Hansson. Et ils étaient parvenus à un accord sur le minage. Face à cette situation Wigfors déclara qu'il était décidé à démissionner du gouvernement afin d'être libre d'entreprendre une campagne d'information contre les fauteurs de guerre. De leurs côtés Sandler et Sköld menaçaient eux aussi de démissionner. Le premier ministre ne parvint à maintenir la cohésion du gouvernement qu'en déclarant que la raison de cette opposition n'était qu'une situation hypothétique et qu'il serait déraisonnable de dévoiler cette controverse publiquement aussi longtemps que cette situation ne serait pas devenue réalité. Ainsi la question demeura-t-elle en suspens tandis que se déroulaient les négociations de Moscou. Mais ces crises avaient mis un fait en évidence : Ernst Wigfors était l'homme fort du gouvernement, et le demeurerait tout au long de la guerre.

Le 3 novembre, la Suède fit une démarche auprès de Moscou afin de soutenir la résistance finlandaise aux demandes des dirigeants soviétiques sur la cession de territoire finlandais et tout particulièrement en ce qui concernait Hango/Hangö d'où le Golfe de Finlande pouvait être bloqué à l'ouest de Helsinki. La démarche manifestait à l'évidence le désir ardent de la Suède de voir la Finlande demeurer un Etat indépendant et neutre, et l'Union soviétique rechercher une solution amicale. La démarche fut faite à un moment particulièrement défavorable : Molotov venait juste de rendre publiques les demandes soviétiques et cette publication en faisait un véritable ultimatum. La réaction de Molotov fut très désagréable. Il déclara que l'action de la Suède était une intervention impertinente, un acte hostile et la manifestation d'une politique qui pouvait mettre la Suède elle-même en danger. Après la rupture des négociations, le 8 novembre, tout fut calme pour quelques temps, et les gouvernements de Helsinki et de Stockholm se laissèrent aller à un mauvais optimisme. La théorie selon laquelle les Russes bluffaient semblait n'être pas fausse.

L'ouverture des hostilités le 30 novembre fut un nouveau choc pour la politique étrangère de Sandler. L'annonce de l'établissement du gouvernement Kuusinen à Terijoki détériora encore la position du ministre. Les restes de la croyance suédoise de l'entre-deux guerres en un monde rationnel et pacifique volaient en pièces.

V

La grande offensive soviétique sur l'ensemble de la frontière finlandaise, et l'intention nette de Staline de faire de la Finlande un état communiste satellite impressionnèrent la Suède qui pensa qu'elle se trouvait elle-même en danger. Les forces de défense furent partiellement mobilisées. Le gouvernement fut reformé afin d'inclure tous les partis démocratiques, ce qui signifiait que les dissensions internes se trouvaient dans une certaine mesure voilées par l'unité nationale. Sandler fut envoyé en Finlande comme représentant et symbole de l'aide active de la Suède à la Finlande. Mais Sköld resta à son poste : il était moins impliqué dans les plans antérieurs de coopération entre les deux pays et il remporta une victoire certaine sur Wigfors quand des mines furent posées au nord des Åland. Sous la direction de Per Albin Hansson

(3) Å. Holmqvist : *Flottans beredskap* pp. 146-148.

et de Wigforss, le nouveau gouvernement national affirma son désir de demeurer neutre bien que son attitude de sympathie envers la Finlande fut ouverte et indubitable.

Le nouveau ministre des Affaires étrangères était le représentant suédois à Oslo : Christian Günther, l'un des diplomates suédois les plus connus et n'appartenant à aucun parti politique. On ne sait pas avec précision comment son nom fut avancé pour occuper l'un des postes les plus difficiles et les plus en vue du gouvernement. Sa candidature fut soutenue par Sandler. Mais une autre personnalité, très différente, a affirmé avoir été son avocat : le gouverneur de Stockholm, Torsten Nothin qui, selon les Mémoires de Wigfors, avait été proposé au Roi Gustav par des éléments inconnus, comme un dirigeant national pouvant remplacer Hansson. Quoiqu'il en soit Günther fut accepté par tous car sans attaches politiques et parfait exécutant de la politique de neutralité — politique qu'il fallait adapter à une situation particulière : aucune déclaration de guerre n'avait été faite et, de plus après la mise en place du gouvernement Kuusinen, les combats furent officiellement considérés par l'Union soviétique comme un conflit interne à la Finlande. La Suède n'avait aucune raison de se déclarer neutre mais devait seulement insister sur sa position de non-belligérant. Il n'en restait pas moins qu'un délicat problème d'équilibre se posait.

Ce problème devint graduellement extrêmement difficile en raison même de l'opinion publique suédoise. Les étonnantes victoires finlandaises de décembre 1939 provoquèrent un grand enthousiasme en faveur d'une aide pour la nation sœur combattant en une guerre qui maintenant semblait fournir une possibilité de victoire. Une vague de manifestations et de réunions déferla sur le pays, essentiellement à Stockholm. Le but en était de faire pression sur le gouvernement afin qu'il fasse plus et adoptent une attitude plus audacieuse. Le gouvernement qui accordait déjà une aide massive à la Finlande, y compris en matériel de guerre, ne souhaitait pas rendre cette aide publique. Une organisation recrutant des volontaires entra silencieusement en action et le 21 décembre le premier contingent se mit en route au moment où cette organisation apparaissait au grand jour. Quand la session parlementaire s'ouvrit en janvier, Richard Sandler saisit l'occasion d'attaquer la politique du gouvernement sur les Åland. Son brillant discours en fit le héros du jour et confirma l'opinion activiste dans son appréciation critique du gouvernement. La situation était extrêmement confuse : les séparations classiques des partis se révélaient nulles et vides. Les dirigeants des quatre partis démo-

cratiques étaient membres du gouvernement et responsables de sa politique ; les nazis et les communistes avaient en commun les intérêts du grand pacte des frères d'Allemagne et d'Union soviétique ; et les politiciens amateurs qui faisaient entendre les voix de l'opposition ne parvenaient pas à rendre explicites leurs exigences car personne n'osait plaider ouvertement en faveur d'une entrée en guerre avec tout ce que cela pouvait impliquer. A cela il faut ajouter que la position de l'Allemagne n'était pas claire dans le conflit qui opposait la Finlande et l'Union soviétique. Officiellement les porte-parole allemands se refusaient absolument à intervenir de quelque façon que ce soit en faveur de la Finlande et menaçaient d'une intervention allemande au cas où les puissances occidentales s'avanceraient en Scandinavie afin de donner une aide à la Finlande. Mais en privé Göring dispensait ses conseils sur les possibilités d'un accord. L'Allemagne avait traditionnellement été le garant de la résistance finlandaise à la Russie et son rôle entièrement nouveau de moraliste pro-russe se plaignant de la neutralité inappropriée des pays nordiques, était difficile à tenir.

Des discussions avec les alliés occidentaux avaient été tentées à propos des différentes formes d'aide à la Finlande, et de la possibilité d'utiliser le territoire suédois pour les transports à cet effet. Ces plans étaient considérés comme dangereux pour la Suède, leur réalisation pouvant provoquer une attaque allemande sur ce pays surtout si l'on considère qu'un des premiers buts d'une telle entreprise pouvait être d'arrêter le transport de minerai de fer suédois à destination de l'Allemagne. Mais l'existence même de ces plans franco-britanniques pouvait exercer une pression sur l'Union soviétique et la contraindre à ouvrir des négociations de paix. Le gouvernement finlandais n'avait pas montré d'enthousiasme en faveur d'une médiation suédoise et préférait qu'une grande puissance jouât ce rôle. De son côté Günther considérait comme nécessaire d'approcher le représentant soviétique à Stockholm, Madame Kollontay, et de mettre en avant la bonne volonté suédoise dans la recherche de la paix, et ceci dans l'intérêt même de son pays. Son argument principal était le danger que représentait une intervention franco-britannique qui pourrait amener l'Union soviétique à participer à une guerre européenne aux côtés de l'Allemagne. Le 29 janvier Madame Kollontay faisait connaître qu'un accord entre l'Union soviétique et le gouvernement finlandais de Ryti-Tanner était considéré comme envisageable. C'était là le premier signe selon lequel la Russie s'apprêtait à abandonner le gouverne-

ment Kuusinen et laisser la Finlande indépendante. Ainsi les négociations en vue de la paix furent ouvertes grâce à la médiation suédoise en faveur de laquelle Molotov se montra désormais bien disposé. Peu après les troupes soviétiques entamèrent dans l'Isthme de Carélie une nouvelle offensive bien mieux préparée.

L'histoire de la politique extérieure suédoise en février 1940 est l'histoire d'une médiation dans des négociations de paix entre la Finlande et l'Union soviétique, qui alors se trouvaient fortement influencées par les événements militaires de l'Isthme de Carélie. Les efforts de Günther et de son représentant à Moscou Wilhelm Assarson se concentrèrent sur la modération que les Soviétiques devaient apporter dans leurs demandes de cession de territoire finlandais et, d'autre part, sur la nécessité pour la Finlande de conclure une paix avant que les défenses finlandaises de l'Isthme ne soient rompues.

Du point de vue suédois la nouvelle détermination des puissances alliées occidentales dans l'aide qu'elles avaient l'intention de fournir à la Finlande fut dès les premiers jours une complication très sérieuse. Cette intention se manifesta tout d'abord par la pression exercée sur les gouvernements de Norvège et de Suède afin d'obtenir une autorisation de faire transiter les hommes et les armes proposés par ces pays. La Suède estimait que c'était là offrir à l'Allemagne une possibilité d'intervention immédiate, ce qui aurait été fatal à la Finlande comme à la Suède. Les pressions en vue de décisions rapides avaient en fait des sources fort égoïstes mais semblaient devoir servir les intérêts de la Finlande. A la même époque la Finlande lança, le 13 février, un appel à la Suède afin d'obtenir une aide non seulement par l'envoi de volontaires mais aussi par des forces armées régulières. Il fallut répondre par la négative. L'aide militaire accordée substantiellement par la Suède s'accordait déjà très mal avec son rôle de médiateur bien que les Russes aient à cet endroit fermé les yeux d'une façon tout à fait remarquable. L'attitude du gouvernement suédois à l'égard de la nation sœur combattant pour sa vie provoquait d'un autre côté une vague d'indignation du peuple suédois, vague soutenue par la presque totalité de la presse et par les organisations militant en faveur de la solidarité nordique où des personnalités éminentes hors des habituels cercles politiques se retrouvaient.

Cette opposition devint si menaçante que le gouvernement estima nécessaire de mobiliser l'autorité du vieux roi de Suède, Gustaf V, qui le 19 février s'adressa par radio à la nation. Il

exprima sa chaude sympathie pour la Finlande et sa solidarité avec son propre gouvernement qui, à son avis, faisait tout ce qui était possible. Le discours royal apaisa rapidement l'excitation qui s'était manifestée, démontrant ainsi que plus ou moins consciemment l'opinion activiste était influencée par des sentiments conservateurs et traditionalistes. La part active du gouvernement suédois dans les conversations de paix n'était bien sûr connue que d'un cercle restreint à l'intérieur des milieux politiques.

Les deux dernières semaines de la « guerre d'hiver » de la Finlande furent marquées par une précipitation dramatique des événements où l'on vit l'avance russe sur Viborg, le durcissement des conditions de paix présentées par les Russes, et les préparatifs alliés en vue d'une invasion de la Scandinavie septentrionale. Les gouvernements de Norvège et de Suède étaient tout à fait d'accord pour repousser les demandes alliées, mais les deux nations discutaient séparément et leur croyance en un affrontement armé contre une invasion armée alliée aurait pu déboucher sur des réactions divergentes si cette invasion s'était produite. Cela leur fut évité par la décision du gouvernement finlandais qui se résigna à la terrible perte du sud-est finlandais et à d'autres territoires. Au moment même où les documents de paix étaient prêts, les Britanniques remirent une note à la Suède lui demandant d'accepter le transit franco-britannique : elle arrivait nettement trop tard.

Par la suite, il apparut tout normal de discuter d'une proposition finlandaise tendant à une alliance des Etats nordiques. Cette proposition fut avancée quelques jours après la Paix de Moscou et la Suède devait la transmettre à la Norvège et au Danemark. Une discussion fort confuse eut lieu au sein du gouvernement. Elle montra très clairement un manque total d'enthousiasme pour ce projet en même temps que sentimentalement les membres du gouvernement s'en faisaient une obligation morale. L'idée en fut cependant étouffée par Molotov avant qu'elle ait eu le temps de devenir objet de négociations. Les Soviétiques avaient eu vent des propositions d'alliance et y avaient opposé leur veto. Molotov en avertit Assarson le 25 mars. Les désastres ultérieurs qui frappèrent le Danemark et la Norvège rendirent les plans caducs.

VI

La réputation de la Suède devint très mauvaise dans l'opinion démocratique mondiale après le traité de paix de Moscou. Elle était accusée d'avoir sacrifié la Finlande à la coopé-

ration des puissances communiste et nazie, afin de sauver sa peau. L'accusation d'avoir servi la politique de Hitler était particulièrement odieuse.

La politique de la Suède avait dans une certaine mesure été égoïste mais certainement pas progermanique. D'ailleurs les dirigeants nazis ne considéraient la Suède comme une alliée ni active ni même potentielle. Dans les conceptions erronées du Führer en ce qui concerne les nations et les races la Suède appartenait sans doute aux lisières de la Plus grande Allemagne, et les Suédois étaient des aryens dégénérés, idées qui étaient entretenues par une presse égarée. La politique de neutralité du gouvernement suédois, et son retrait de la Société des Nations, faisaient que les relations entre les deux Etats étaient tolérables. Quand le 28 avril 1939 Ribbentrop avait proposé la signature d'un pacte de non-agression à chacun des Pays nordiques, Sandler avait pris la tête de l'opposition à ce projet. De même son attitude profinlandaise en avait fait un homme digne de confiance aux yeux des diplomates allemands, jusqu'à la signature du pacte Molotov-Ribbentrop.

Aussi longtemps que la politique suédoise put échapper à l'influence alliée, ces attitudes de sympathie ou d'antipathie étaient de peu d'importance. L'importance réelle de la Suède résidait dans ses mines de fer de Laponie septentrionale, dont les aciéries allemandes étaient les principaux clients. Avant la guerre le minerai de fer suédois représentait 50 % des importations de minerai de l'Allemagne. De fait si l'on tenait compte de la qualité du minerai, le minerai suédois représentait bien davantage. Comme devait le déclarer le conseiller allemand Grundherr à l'attaché naval suédois à Berlin pendant la crise de Munich, la livraison de minerai était le point névralgique des relations germano-suédoises. Son importance pour l'industrie de guerre allemande était évidente. Cela était connu et sans doute exagéré au Foreign Office britannique. Avant la guerre les Britanniques avaient tenté d'entraver ces importations allemandes de minerai en se lançant dans une compétition commerciale ; quand la guerre éclata, des plans furent établis pour couper la route principale des transports par Narvik et au long des côtes norvégiennes, en utilisant des moyens militaires. Ceci était impossible sans violer la neutralité des eaux territoriales norvégiennes, ce qui en soi était un exemple abominable offert au reste du monde. L'appel à l'aide de la Finlande sembla offrir la possibilité d'agir mais elle tourna court. L'histoire de l'empiètement des eaux territoriales norvégiennes

appartient à l'histoire extérieure de la Norvège plutôt qu'à celle de la Suède. Quand les Alliés annoncèrent le 5 avril qu'ils minaient ces eaux, la Suède soutint la Norvège dans sa protestation, dans l'intérêt même de la commune neutralité. Mais la Suède considéra qu'une action ultérieure n'était pas nécessaire. Il faut se souvenir qu'à l'époque les troupes suédoises étaient encore concentrées le long de la frontière finlandaise afin de prévenir toute tentative contre les mines de fer ou contre la ligne de chemin de fer de Narvik. Le gouvernement suédois accueillit la menace alliée avec un calme qui se trouva justifié : les préparatifs militaires alliés pour une entreprise scandinave étaient très incomplets. Ce qui peut étonner davantage est le flegme marqué face à l'évidente et imminente expédition allemande qui ne pouvait avoir d'autre but que la Scandinavie. Dès le premier avril au moins les autorités suédoises étaient nettement au fait du chargement de matériel de guerre et de troupes dans les ports allemands de la Baltique. Dans les jours qui suivirent le secret d'une attaque imminente contre la Norvège fut dévoilé à mots couverts par des fonctionnaires allemands s'y opposant. Tout naturellement la réaction du Ministre des Affaires étrangères de Suède fut qu'il ne fallait pas se laisser aller à des conclusions hâtives et qu'il fallait accepter les explications officielles affirmant que ce n'étaient là que d'innocentes mesures préventives. Le 4 avril le général Thörnell demanda l'autorisation de procéder à une mobilisation générale des troupes dans le sud de la Suède. Cela lui fut catégoriquement refusé. Ainsi, le 9 avril tout le sud et l'ouest de la Suède se trouvaient dégarnis et la mobilisation générale se fit dans une terrible confusion. Des explications éloquentes furent par la suite fournies à propos de cette passivité qui après coup pouvait être justifiée en affirmant que la Suède s'était éveillée stupéfaite par ce coup de tonnerre. Mais aucune explication ne fut totalement convaincante.

Une explication très simple veut que Günther et ses collègues du gouvernement n'aient pas psychologiquement eu l'imagination nécessaire pour croire à la brutalité sauvage avec laquelle Hitler et son entourage étaient capables d'agir. Le gouvernement suédois ne faisait pas là preuve d'originalité, d'autres hommes d'Etat européens avaient réagi comme les ministres suédois et cette réaction peut aussi expliquer les succès initiaux remportés par Hitler dans les premières années de guerre.

Il est plus aisé d'expliquer pourquoi Hitler n'a pas attaqué la Suède : la conquête du Danemark et de la Norvège lui donnait ce qu'il souhaitait de la Suède : un contrôle total sur l'ex-

portation du minerai de fer. Les mines de Laponie travaillèrent sans aucune interruption provoquée par des destructions militaires et la neutralité passive de la Suède ne put être mise en doute.

VII

Au printemps 1940 la Suède donnait l'image d'une nation singulièrement unie. Les suédois éprouvaient un très fort sentiment de solidarité pour les nations sœurs victimes d'une agression. En même temps ils étaient très violemment opposés à ces agresseurs. La jeunesse suédoise mobilisée, mal entraînée et tout aussi mal équipée ne posa jamais la question de la nécessité d'une résistance par tous les moyens si une attaque se produisait. Et le gouvernement hétérogène travailla sans frictions notables.

Cette unanimité était cependant conjoncturelle. Les ennemis idéologiques de la démocratie coopéraient et attaquaient les nations les plus proches de la Suède. Les alliés occidentaux, champions de la démocratie européenne n'avaient pas encore été frappés par la machine de guerre nazie et semblaient des adversaires formidables contre l'Allemagne. De grands changements intervinrent avec la défaite de la France qui sembla rendre la victoire allemande inévitable puis avec l'attaque allemande contre l'Union soviétique en 1941 qui plaça la Finlande dans le camp adverse de celui des Etats scandinaves occupés. L'esprit de résistance en Suède dut reprendre souffle, et les suédois anti-nazis et anti-communistes n'eurent plus les mêmes amis ni les mêmes ennemis.

Dans le gouvernement, de nouvelles structures se mirent graduellement en place qui, en période de crise, pouvaient mettre en cause sa solidarité. Par la force des choses le ministre des Affaires étrangères, Christian Günther, jusqu'alors inconnu du grand public, joua un rôle de premier plan. Il administra la preuve qu'il était un joueur habile et de sang-froid dans le jeu diplomatique, qu'il était totalement étranger à toute considération idéologique. Son seul but était de préserver la Suède de la guerre, à n'importe quel prix. Il y parvint. Cela signifie qu'il lui fallut satisfaire périodiquement à des demandes de Hitler, même au prix de la neutralité formelle de la Suède, ce que le démocrate à toute épreuve qu'était Ernst Wigfors, et ses amis, refusait. D'autre part il avait été demandé au vieux roi de Suède de jouer un rôle décisif lors de la crise de février 1940 et, depuis, il était conscient de ses possibilités d'exercer un certain pouvoir lors des situations critiques. Il est évident que Gün-

ther fut considéré comme le confident particulier du roi dans le gouvernement, poste qu'il pouvait peut-être partager avec d'autres personnes appartenant à un cercle peu visible, comme le général Thörnell, le gouverneur Nothin et le fameux explorateur Sven Hedin, tous plus germanophiles que l'ensemble des suédois en général. Le premier Ministre, Per Albin Hansson, occupait une position médiane entre le Roi et Günther d'un côté, et son vieil ami Wigfors d'autre part. A la fin juin 1941 l'opposition fut nette quand l'Allemagne demanda l'autorisation de transit pour la division Engelbrecht se trouvant en Norvège et destinée au front de Mourmansk. Le gouvernement national parvint à maintenir son unité mais il demeura un grand nombre de questions non élucidées touchant à l'histoire politique intérieure de la Suède au cours de la seconde guerre mondiale.

(adapté par J.-J. FOL)

BIBLIOGRAPHIE

La présentation de la politique étrangère suédoise jusqu'au début de la seconde guerre mondiale est basée sur mes propres recherches rassemblées dans mon ouvrage sur la politique extérieure de la Suède au cours de l'entre-deux guerres (Lønnroth Erik : *Den svenska utrikespolitikens historia V, 1919-1939*, Stockholm 1959). Pour la période suivante la source principale est : Carlgren Wilhelm M. : *Svensk utrikespolitik 1939-1945*, Stockholm 1973, ainsi que d'autres sources imprimées dont les principales sont :

Aktstycken utgivna av Kungl. Utrikesdepartementet : Handlingar rörande Sveriges politik under andra världskriget. Förspelet till det tyska angreppet på Danmark och Norge den 9 april 1940. Stockholm 1947.

Akten zur deutschen auswärtigen Politik 1918-1945, Serie D, Band VIII, Baden-Baden u. Frankfurt a.M. 1961.

Andersson G. : *Från bondetaget till samlingsregeringen.* Stockholm 1955.

Hägglöf G. : *Möte med Europa.* Stockholm 1971.

Hägglöf G. : *Samtida vittne 1940-1945.* Stockholm 1972.

Hägglöf G. : **Sveriges krigshandelspolitik under andra världskriget.** Stockholm 1958.

Nothin T. : **Från Branting till Erlander.** Stockholm 1955.

Wigforss E. : **Minnen III.** Stockholm 1954.

Parmi les ouvrages généraux nous recommandons particulièrement :

Hirdman Y. : **Sveriges kommunistiska parti 1939-1945.** Stockholm 1974.

Holmquist Å. : **Flottans beredskap 1938-1940.** Stockholm 1972. ♪

Johansson A. : **Finlands sak. Svensk politik och opinion under vinterkriget 1939-1940.** Stockholm 1973.

Molin K. : **Försvaret, folkhemmet och demokratin. Social-demokratisk riksdagspolitik 1939-1945.** Stockholm 1974.

Månsson O. : **Industriell beredskap. Om ekonomisk försvarsplanering infö andra världskriget.** Stockholm 1976.

Norberg E. : **Flyg i beredskap. Det svenska flygvapnet i omvandling och uppbyggnad 1936-1942.** Stockholm 1971.

Åmark K. : **Makt eller moral. Svensk offentlig debatt om internationell politik och svensk utrikes och försvarspolitik 1938-1939.** Stockholm 1973.

Wahlbäck K. : **Finlandsfragan i svensk politik 1939-1940.** Stockholm 1964.

IMPRIMERIE



IMPRESSION NOIRE - COULEUR - RELIEF

TOUS LES TRAVAUX COMMERCIAUX
— ET PUBLICITAIRES —

— LANGUES ÉTRANGÈRES —

14, RUE DE PARADIS, 75010 PARIS

TEL. : 824.80.45 et 246.89.86

La Suède et ses relations scientifiques internationales

par J. P. CHEVILLOT, Maître de Recherche au C.N.R.S.

et G. RIVIERE, Secrétaire Général de l'A.F.S.R.*

1. OUVERTURE INTERNATIONALE

La Suède a toujours été ouverte sur l'extérieur, active à développer ses contacts avec les autres pays, attentive à leurs progrès. Elle se considère comme un petit pays et compense traditionnellement les limites de ses ressources intérieures par un effort soutenu pour tenir une place importante dans le concert international dont elle s'ouvre notamment l'accès par la science et la technologie.

La disponibilité des chercheurs et des techniciens suédois pour gagner l'étranger, les garanties que ne cesse de leur prodiguer l'Etat où qu'ils aillent, font des séjours de travail à l'étranger des étapes normales de leurs carrières scientifiques et industrielles. Les déplacements à travers le monde font partie intégrante de l'activité professionnelle dans ces domaines. Ne dit-on pas que le meilleur moyen de prendre contact avec les scientifiques et techniciens suédois les plus actifs est de guetter leur passage à l'aérodrome de Copenhague !

Il en résulte une remarquable connaissance par la Suède des pays étrangers où elle dispose en permanence d'un grand nombre de représentants de ses laboratoires et de ses industries pour les faire valoir et pour apprendre. En retour, la Suède offre aux étrangers une hospitalité et des dispositions sans égales pour s'y intégrer.

2. MOYENS ET STRUCTURES DE RELATIONS INTERNATIONALES

2.1. Les Académies scientifiques

Les différentes Académies n'ont jamais cessé de jouer un rôle important dans la politique suédoise de R et D, mettant à profit une qualification scientifique exceptionnelle, un fort potentiel d'activités pluridisciplinaires, leurs excellentes références et relations internationales, pour promouvoir le développement de nouvelles recherches, favoriser l'orientation de la science et de la technologie en direction des besoins de la société, participer aux grands débats touchant la recherche et le développement.

L'Académie royale des sciences, K.V.A., l'Académie royale d'Agronomie et de Sylviculture, K.S.L.A., et l'Académie des Sciences de l'Ingénieur, I.V.A., consacrent une part de plus en plus importante de leurs activités au domaine international.

Les Académies ont fondé de nombreux laboratoires qui comptent aujourd'hui parmi les plus importants, mais elles n'ont pas souhaité en conserver une gestion qui aurait cessé de répondre à leur vocation. Il n'en va pas de même des institutions qu'elles ont créées et qui ont une orientation internationale.

Ainsi, l'Académie K.V.A. dispose de laboratoires propres réputés internationalement par leur qualité et leurs activités tels que la station de zoologie marine de Kristineberg, la station septentrionale d'Abisko, la station de recherches sur le soleil à Capri en Italie. Elle a joué un rôle important dans la création du centre international de physiologie et d'écologie des insectes de Nairobi.

L'Académie royale des Sciences — K.V.A. — délivre les prix Nobel de chimie, de physique et d'économie. La procédure de sélection est une activité au cours de laquelle les membres de l'Académie sont conduits à effectuer un travail approfondi d'examen scientifique portant sur les dossiers des candidats présentés (Le Prix Nobel de physiologie et de médecine est délivré par l'Institut Karolinska de Stockholm). Cette tâche quasi permanente dont la qualité trouve son expression dans le crédit internationalement attaché à cette distinction, donne à la Suède une connaissance remarquable des travaux scientifiques les plus brillants dans toutes les disciplines à travers le monde.

L'Académie royale de Sylviculture et d'Agronomie, K.S.L., est à l'origine d'un programme d'échange de scientifiques avec de nombreux pays dans les domaines de ses spécialités. Sa bibliothèque, par une série d'accords avec les organes similaires de l'étranger, constitue une référence internationale.

L'Académie des Sciences de l'Ingénieur, I.V.A., utilise la moitié de son personnel administratif à Stockholm, soit une cinquantaine de

* A.F.S.R. : Association Franco-Suédoise pour la Recherche.

personnes, à l'exploitation de l'information scientifique et technique venant de l'étranger. Elle publie chaque année un rapport qui fait le point des résultats les plus marquants obtenus dans le monde. I.V.A. peut ainsi, en se référant aux tendances qui se font jour dans plusieurs pays, lancer des études particulières d'avant-garde, comme ce fut le cas sur les problèmes de l'énergie et des matières premières dès 1970.

Un important service de mise en forme et un système efficace de diffusion des informations techniques transmises par les attachés scientifiques et techniques suédois à l'étranger, et par les ingénieurs et chercheurs qui s'y rendent, permet de toucher tous les secteurs intéressés.

Les activités de coopération scientifique et technique avec les pays de l'Est font l'objet d'accords-cadres conclus entre les Académies scientifiques de ces pays et leurs homologues suédoises.

2.2. La Suède dans les organismes internationaux

La Suède est présente d'une manière systématique et particulièrement active dans les organismes internationaux ayant vocation scientifique et technique (OMS, OMM, UNESCO, OCDE...) et dans la plupart des institutions de recherches internationales (C.E.R.N., E.S.A. ...).

Son contrat d'association à la Communauté économique européenne lui permet de participer aux programmes de recherche européens (actions COST).

Dans le domaine de l'énergie, la Suède s'est associée au programme européen de recherches sur la fusion mené dans le cadre d'EURATOM. Elle fait partie par ailleurs de l'Agence internationale de l'Énergie I.E.A. et participe aux programmes de R et D qui y ont été définis.

La Suède a souvent contribué par ses initiatives à la mise en place d'organismes internationaux. Elle fut à l'origine de la Conférence des Nations unies sur l'environnement tenue à Stockholm en 1972. Elle participa activement à la mise en place de la Fondation européenne pour la Science E.F.S. créée à Saltsjöbaden en mai 1974.

L'Institut international de Recherche sur la Paix à Stockholm (SIPRI — Stockholm's International Peace Research Institute), créé en 1966, rassemble des chercheurs de nombreuses nationalités spécialisés sur les problèmes de la sé-

curité, des conflits et des coopérations entre pays. Il publie de nombreuses études dont un rapport annuel sur les armements dans le monde.

C'est en se référant au rôle de la fondation Rockefeller, qui a permis le développement de nombreux laboratoires européens entre les deux guerres mondiales, que fut lancée en 1972 par des scientifiques suédois la Fondation Internationale pour la Science, I.F.S. Cette fondation — non gouvernementale — rassemble les académies et les conseils de recherche pour un tiers des pays industriels et pour les deux tiers des pays en voie de développement. Les bourses de l'I.F.S., dont le montant total est de 5 millions de couronnes suédoises, sont attribuées à des chercheurs de pays du tiers monde pour effectuer des travaux dans leurs laboratoires sur le territoire national. Un conseil scientifique international assure la sélection et le suivi des travaux pour des recherches en sciences biologiques et agronomiques utiles aux besoins fondamentaux de la vie.

En 1976 a été mise en place à Kiruna la société EISCAT (European Incoherent Scattering Facilities), à laquelle participent avec les Conseils de recherche en sciences physiques suédois, norvégiens et finlandais le C.N.R.S. français, la M.P.G. d'Allemagne fédérale et le S.R.C. anglais pour des recherches sur les phénomènes ionosphériques dans la zone boréale.

2.3. La coopération nordique

La coopération des pays nordiques en sciences et technologie est ancienne et structurée. Son importance va croissant.

L'harmonisation des études scientifiques, les questions relatives à la protection de l'environnement, les problèmes posés par la médecine du travail, les recherches sur l'énergie sont l'objet du travail de commissions officielles communes aux pays nordiques mises en place à l'initiative du Conseil Nordique. Sur sa recommandation en 1957, les différents instituts de recherche atomiques ont constitué un organe permanent commun N.A.K. (Nordiska Kontaktorganet för atomenergifrågor) qui travaille notamment sur la sécurité des réacteurs nucléaires, sur les réacteurs calogènes destinés à la distribution de chaleur pour le chauffage collectif urbain.

L'association des producteurs d'électricité — Nordel — est un organisme de coopération qui traite de la R et D en matière d'électricité.

Une coordination de la recherche en technologie est effectuée par « Nordforsk », association

des Conseil de recherche et des Académies des sciences techniques. Nordforsk effectuée des études communes aux cinq pays nordiques.

En 1973 a été créé le Fonds nordique pour la technologie et le développement industriel (Nordisk fond för teknologi och industriell utveckling) qui disposera d'une somme de 50 millions de C.S. pour des opérations nécessitant des investissements de développement technologique intéressant au moins deux pays.

En physique théorique l'Institut Nordita (Nordiska Institutet för Teoretisk Atomfysik) joue le rôle de concertation scientifique entre les groupes de recherche de cette discipline des pays nordiques et distribue un nombre important de bourses.

Il convient de noter aussi la participation d'entreprises norvégiennes, finlandaises, danoises dans les associations affiliées à certains centres de recherche collective suédoise. Ceci est notamment le cas pour la recherche métallurgique au sein du Comptoir des forges (Jernkontoret) et de la recherche alimentaire (SIK).

2.4. Représentations scientifiques et techniques suédoises à l'étranger

Les Ministères de l'Industrie et des Affaires Etrangères, la Direction nationale du Développement technique (S.T.U.) et l'Académie des Sciences de l'Ingénieur (I.V.A.) assument conjointement la responsabilité des représentations scientifiques et techniques que la Suède a dans ses ambassades de Bonn, Londres, Moscou, Ottawa, Paris, Pékin, Tokyo et Washington. Leur financement est assuré pour la plus grande part par la Direction nationale du Développement technique, et pour le reste, par l'Académie des Sciences techniques I.V.A. qui en assure en outre la gestion.

Des entreprises industrielles se sont associées pour construire des « maisons de Suède » à l'étranger dans lesquelles elles peuvent louer des services communs, tels que secrétariat, traduction, telex, aux entreprises suédoises qui s'implantent.

3. RELATIONS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES ENTRE LA FRANCE ET LA SUEDE

La science et la technologie sont trop imbriquées dans le développement industriel et celui des activités commerciales pour que les relations scientifiques et techniques entre les pays ne suivent pas le cours de celles qu'ils entretiennent dans le domaine économique.

Les relations scientifiques entre la France et la Suède n'ont guère connu de développement particulier avant les années 60. Il s'était agi jusque là de relations ponctuelles, dans certains secteurs comme dans le domaine nucléaire, ou entre des équipes que des relations personnelles avaient amenées en contact, comme en biochimie.

C'est alors qu'elles commencèrent de se multiplier. Les relations traditionnelles que la Suède entretenait avec les pays anglo-saxons et en premier lieu avec les Etats-Unis, ont cessé d'être quasiment exclusives. L'évolution même de la situation économique et politique mondiale a favorisé une ouverture plus large de la Suède vers de nouveaux partenaires. Le développement extrêmement rapide des activités scientifiques et techniques françaises, leurs résultats tangibles trouvaient en même temps de plus en plus d'écho en Suède.

La création en 1967 de l'Association franco-suédoise pour la Recherche (A.F.S.R.) (*) témoigne que les relations entre les deux pays pour la science et la technique étaient arrivées au stade d'une coopération permanente, diversifiée et coordonnée, qui s'est étendue depuis à tous les domaines.

3.1. Structure particulière de la coopération franco-suédoise

Le statut semi-officiel que ses fondateurs surent donner à cette association fut et reste un élément déterminant de sa réussite. Ce caractère permet en effet à l'A.F.S.R. de conjuguer l'efficacité et la souplesse de fonctionnement d'une structure légère et peu formelle avec l'autorité que lui confère la caution des organismes officiels français et suédois qui participent au financement de ses activités, le Ministère des Affaires Etrangères du côté français, la Direction nationale du Développement technique et les Conseils de recherche du côté suédois.

L'A.F.S.R. est dirigée par un Comité directeur qui comprend, outre le Professeur Sven BROHULT, Président, et le Délégué général français à la Recherche scientifique et technique, Vice-Président, des représentants des organismes précédents ainsi que des principales institutions de recherche des deux pays.

(*) adresses : Box 5073, S-102 42 STOCKHOLM 5, SUEDE, tél. 08-10 01 08 et 08-10 01 09 et 101, av. Raymond-Poincaré, 75116 PARIS FRANCE, tél. 553-40-36 et 553-40-67

Un secrétariat général, au siège de l'Association situé à Stockholm, est responsable de l'exécution des décisions du Comité Directeur, du fonctionnement, de la gestion et des diverses activités.

Il faut noter l'articulation permanente et très étroite de l'A.F.S.R. avec les Services scientifiques et techniques des deux ambassades à Paris et à Stockholm. L'Association permet à chacun d'eux une insertion directe dans les activités de recherche et développement. Les deux pays disposent ainsi de représentations scientifique et technique qui, outre leur responsabilités de caractère officiel et administratif, sont capables d'initiatives et d'actions qui leur permettent de traduire rapidement dans les faits les orientations souhaitées par les autorités dont elles dépendent.

Cette formule originale, qui reflète bien le caractère pragmatique suédois associé à l'esprit d'ordre cartésien français est considérée comme une heureuse formule de coopération bilatérale par des observateurs des deux pays. Elle substitue à la procédure d'accord — cadre que la Suède évite dans toute la mesure du possible, le recours aux opérations ad-hoc menées lorsqu'une motivation en exprime l'utilité ou la nécessité.

La vocation de l'Association est d'initier des relations d'information, d'échanges, de coopération, d'en soutenir directement les premiers stades jusqu'au moment où les institutions des deux pays peuvent prendre le relais et assurer la poursuite de leur développement s'il apparaît justifié.

L'Association évite ainsi que ses interventions d'incitation à des fins de coopération bilatérale, ne l'amènent à être utilisée comme un substitut aux procédures normales de soutien à la R et D mises en œuvre dans les deux pays.

Aux coopérations ponctuelles, l'A.F.S.R. ajoute maintenant des actions coordonnées, centrées sur des thèmes recueillant un intérêt particulier de part et d'autre, et cherchant à rassembler sur un ensemble de sujets reliés entre eux, un ensemble d'équipes susceptibles d'entretenir une coopération suivie. Dans ce cadre, l'Association est amenée à travailler d'une manière de plus en plus étroite avec les organismes ayant la responsabilité des secteurs de recherche correspondants dans chacun des deux pays, de manière à bénéficier de leurs moyens d'appréciation et d'investigations et à tirer le meilleur parti de l'ensemble des équipes travaillant dans chaque domaine exploré.

Il est résulté de cette orientation, au delà de l'établissement de relations entre les laboratoires,

un renforcement des liens entre des institutions nationales de recherche françaises et suédoises, pouvant conduire à la réalisation d'opérations entièrement communes sur des objectifs très précis, comme ce fut récemment le cas entre le Conseil suédois de recherche N.F.R. et le C.N. R.S. français.

En cherchant à donner aux actions qu'elle entreprend les meilleures chances de se poursuivre pendant plusieurs années dans le cadre de programmes dont les objectifs et les moyens de réalisation sont solidement définis, l'Association s'ouvre du même coup la possibilité d'étendre ses domaines de travail sans pour autant qu'il devienne superficiel.

Ainsi, l'A.F.S.R. a élargi ses actions aux régions, parallèlement à la décentralisation pratiquée dans les deux pays, et développé une coopération entre les régions complémentaires de Lyon et Göteborg.

C'est ainsi aussi qu'un accent particulier a pu être marqué sur les recherches ayant un impact social. Deux colloques se sont tenus, à Paris puis à Vaxholm sur le thème de l'évolution de la structure familiale et du comportement des individus où furent discutés entre les responsables français et suédois de la politique de la santé, les problèmes socio-médicaux relatifs à la prime enfance, au couple et à la sexualité, aux statuts et rôles féminins et masculins, au troisième âge. Après un colloque tenu à Stockholm sur le thème de l'amélioration des conditions de travail, consacré aux recherches relatives aux accidents du travail, une seconde rencontre en France a permis de traiter les questions de toxicologie industrielle.

Il y a un an, le Comité directeur de l'A.F.S.R. soulignait l'importance d'étendre les activités de l'A.F.S.R. du domaine de la recherche jusqu'à celui du développement industriel et mettait à l'étude les moyens d'y parvenir. Le secteur du développement technologique apparaît en effet pouvoir bénéficier d'actions incitatives à l'établissement de coopérations entre des entreprises françaises et suédoises pour mettre au point en commun, plus vite et à moindre coût qu'elle ne le feraient concurremment, de nouveaux produits ou des procédés originaux. Les résultats tangibles obtenus par l'Association dans le domaine des recherches fondamentales et appliquées laissent bien augurer des activités que les décisions de son dernier Comité directeur l'ont amené à prendre en constituant une Fondation permettant à des entreprises industrielles d'apporter un concours financier important. Déjà quinze sociétés se sont jointes à cette initiative.

3.2. La coopération entre organismes scientifiques

Les organismes scientifiques et techniques suédois et français se connaissent de longue date et ont eu souvent l'occasion d'effectuer des coopérations d'intérêt réciproque. Dans le domaine nucléaire, en 1951 le Commissariat à l'Energie Atomique C.E.A., a fourni 100 kg d'uranium à la Société mixte pour l'énergie atomique suédoise AB Atomenergi, pour que les chercheurs suédois étudient les propriétés métalliques de l'uranium. C'était le début de la coopération entre le C.E.A. et AB Atomenergi qui a engendré depuis plusieurs accords importants.

Les échanges de chercheurs en sciences physiques et naturelles et en médecine ont pu s'intensifier entre la France et la Suède par les accords conclus en 1970 entre le Centre National de la Recherche Scientifique C.N.R.S. et le Conseil de la Recherche en Sciences physiques et naturelles N.F.R., et en 1972 entre l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale et le Conseil de la Recherche Médicale M.F.R.

L'Institut National de la Recherche Agronomique I.N.R.A. et le Collège Agronomique d'Uppsala, bien que n'ayant pas conclu d'accord d'échange formalisant leurs relations, établissent des programmes d'action scientifiques communes sur des thèmes spécifiques.

A la suite des deux conférences franco-suédoises sur le thème de l'énergie organisées en 1975 par l'A.F.S.R., le Centre National de la Recherche Scientifique C.N.R.S. et le Conseil de la Recherche en Sciences fondamentales N.F.R. ont décidé de mener une action thématique programmée commune sur le thème du « stockage chimique de l'énergie ». Dans le cadre de cette opération qui s'est déroulée sur trois ans, une quarantaine de contrats de recherche ont été accordés à 25 laboratoires français (pour 3,5 millions de francs français) et à 15 laboratoires suédois (pour 4 millions de couronnes suédoises) qui constituent aujourd'hui un important groupe de coopération franco-suédoise sur un problème important.

3.3. La coopération technique entre industries

Les coopérations techniques entre les industries françaises et suédoises peuvent se caractériser par une recherche de complémentarité entre les partenaires.

Les instituts de recherche collective en Suède et les Centres professionnels de recherche en France ont pu établir ces dernières années des

programmes communs d'actions de R et D comme par exemple dans le domaine papetier, en technologie marine.

Les entreprises suédoises et françaises s'unissent au niveau de la production comme c'est le cas dans la construction automobile (moteur commun Renault-Peugeot-Volvo), dans la commutation téléphonique électronique (adoption et francisation par Thomson du système suédois Axe de LM Ericsson).

Les efforts entrepris par les industriels d'un pays pour trouver des partenaires chez l'autre s'accompagnent de la tendance à développer des actions technologiques communes.

Les domaines de l'énergie, des matières premières et de la métallurgie, sont l'objet de nouveaux contacts noués récemment qui devraient déboucher sur des opérations communes industrielles.

Au cours des visites qu'ont échangées ces dernières années, les Ministres français et suédois responsables de l'Industrie et de la Recherche, a été souligné l'intérêt porté de part et d'autre à rapprocher les deux pays sur les plans industriel, technologique, scientifique et technique.

3.4. Conclusion

La coopération entre la France et la Suède dans le domaine scientifique et technique trouve son intérêt dans une certaine similitude du contexte économique dans lequel s'inscrivent les efforts respectifs de R et D des deux pays, et dans une certaine complémentarité des moyens dont ils disposent pour l'accomplir.

Leurs ressources limitées dans une conjoncture difficile conduisent les deux pays à rechercher dans le progrès des connaissances et dans l'innovation technologique le moyen de maintenir le haut niveau de développement qu'ils ont atteint en même temps que d'instaurer de meilleures conditions sociales d'existence.

La démarche scientifique suivie par les chercheurs suédois, qui « remonte » souvent à partir des solutions recherchées aux problèmes concrets que l'on rencontre ou que l'on prévoit, se croise heureusement avec la méthode déductive de leurs collègues français qui a plus tendance à « descendre » de l'étude phénoménologique aux applications pratiques.

La Suède, pays presque aussi grand que la France et sept fois moins peuplé, rencontre plus de difficultés à augmenter le nombre de ses cher-

cheurs qu'à équiper ses laboratoires dont les moyens en appareillage sont considérables. La coopération avec les équipes françaises permet souvent à ces dernières d'exploiter des possibilités expérimentales qui leur font défaut tout en apportant des forces supplémentaires aux laboratoires suédois.

Enfin, il n'est pas de meilleur moyen que d'approcher la Suède pour découvrir combien ce pays réputé lointain du nôtre s'est trouvé proche de lui tout au long d'une histoire qui les a souvent réunis. A constater la solidité dont témoignent toujours les liens anciens établis entre les deux pays, il est juste d'investir dans ceux qu'ils continuent de développer aujourd'hui.

Références bibliographiques

1. « Le bon usage de la Science » G. BONNOT Seghers Paris 1974. 244 p.
2. « La recherche et le développement en Suède » J.P. CHEVILLOT et G. RIVIERE dans le Progrès Scientifique N° 184-185 pp. 97-126.
3. « L'Association franco-suédoise pour la Recherche » G. RIVIERE dans le Progrès Technique N° 1 1978 (sous presse).
4. « Framsteg inol forskning och teknik » Rapports annuels de l'Académie des Sciences de l'Ingénieur IVA.

La science sociale en Suède : du pragmatisme de la société agraire à l'empirisme de la société industrielle

par Alain Gras (*)

Att tänka fritt är stor, att tänka rätt
[är större.]

Grande est la pensée libre, plus grande
[est la pensée juste.]

Devise de l'Université d'Uppsala
gravée sur le fronton principal.

Parmi les traits que la Suède possède en commun avec la France l'un des plus frappants est la tradition bureaucratique. La manie des « rapports » y est tout aussi grande que chez nous. On ne peut dire pourtant que ces bureaucraties, suédoise et française, aient développé une science sociale appliquée identique. Il semble, en effet, que les représentations symboliques qui surdéterminent les pratiques soient très différentes dans un cas et dans l'autre. Nous essaierons de le montrer en inscrivant le caractère empirique des sciences sociales contemporaines dans l'évolution générale à la fois d'une mentalité collective et d'un Etat qui améliore constamment ses instruments d'observation.**

La genèse de l'observation sociologique : les besoins de l'Etat centralisateur.

La monarchie suédoise joua vis-à-vis de la noblesse à peu près le même rôle qu'en France, mais jusqu'à la fin de la guerre de Trente ans elle exporta ses guerres. En conséquence elle ne prit conscience, semble-t-il, de la nécessité de connaître ses populations que lorsque cette guerre terminée, et la lassitude aidant, la Suède se replia sur elle-même. Or, il existait depuis le début du XVII^e siècle une mine très de renseignements démographiques qui restait peu ou mal exploitée : les fameux registres paroissiaux. Ceux-ci étaient très fidèles en raison de l'obligation (toujours en vigueur) de signaler tout changement d'adresse en se faisant enregistrer dans la paroisse d'accueil. De plus ils étaient très bien tenus par les pasteurs, fonctionnaires d'état. Dès 1749 le roi décide de faire procéder à ce que l'on nomme aujourd'hui un « croisement de variables », c'est-à-dire non seulement à répertorier les individus par catégorie sociale, âge, sexe, lieu de résidence, etc... mais encore à mettre en rapport ces variables. Il crée pour cela le

« Tabellverket », l'Office des Tables, qui ne sera vraiment efficace qu'en 1756 et publiera dès lors des informations statistiques complètes. De nombreuses études de cas concrets sont réalisées à cette époque. Ainsi Jacob Faggot, président de l'Académie Royale des Sciences, présente-t-il avec une grande sécheresse ses « Pensées sur la connaissance et la description de la Mère Patrie » (1710) (1). Il fait suivre cet ouvrage six ans plus tard d'un mémoire « Obstacles et aides à l'agriculture suédoise ». Un économiste de l'Université calcule même que le royaume, incluant la Finlande, pourrait nourrir une population de 26 millions d'habitants (1746). Et le talent de classificateur de Carl Von Linné lui-même va à la même époque s'exercer presque autant sur les faits économiques et sociaux que sur les plantes et les animaux.

Dès le milieu du XVII^e siècle les exemples abondent de l'intérêt porté aux descriptions des faits sociaux par des administrateurs du royaume. Ils encouragent vivement la recherche appliquée en ce domaine bien que le pays soit encore très pauvre. On citera entre autres résultats les tables de mortalité, très précisément établies par Wargentin en 1766, qui permirent de mettre en relief l'insalubrité de Stockholm dont la mortalité naturelle apparut excessive. Mais cette avance sur le plan de la pratique des enquêtes sociales (celles-ci ne seront entreprises à grande échelle qu'un siècle plus tard sur le continent européen) ne s'accompagne pas d'une réflexion théorique approfondie. Seul S. Grubbe tente une ouverture dans cette voie avec un ouvrage intitulé « Contribution à l'analyse du concept de théorie sociale » mais il n'a que peu d'influence hors du petit cercle de l'Université. Dans ce

(*) Maître-Assistant de Sociologie à l'Université de Panthéon-Sorbonne (Paris-I).

(**) Cet article est un moment de la réflexion menée en commun avec Richard SOTTO, sociologue de l'Université de Lund. Celui-ci doit donc être considéré comme coresponsable de cette production.

(1) Les références des auteurs et ouvrages cités sont données en fin d'article.

paysage intellectuel un peu aride le positivisme viendra combler un vide et rendra plus légitime la manière très « objectiviste » dont les chercheurs de l'époque rendent compte des faits sociaux.

Ceci d'autant plus que la philosophie d'Auguste Comte présente pour le pouvoir un autre avantage : elle se donne comme explication des problèmes posés par l'industrialisation et comme interprétation du progrès, de ses bienfaits mais aussi de ses méfaits. Elle est donc une alternative à la théorie socialiste critique et subversive qui se développe rapidement en Allemagne, nation avec laquelle la Suède est très liée. Le mouvement des *Folkhögskola*, Ecole supérieure d'éducation populaire, s'en inspire d'autant mieux que l'origine paysanne des élèves les prédispose à recevoir un enseignement tourné vers le concret. A Stockholm même c'est un médecin libéral, A. Nyström, grand admirateur du philosophe français qui fonde en 1880 un Institut Ouvrier (*Stockholms arbetareinstitut*) grâce auquel il espère faire comprendre aux classes défavorisées que les notions d'« évolution nécessaire » et de « physique sociale » doivent écarter celles de révolution et de politique.

Idéalisme allemand et empirisme anglo-saxon : les voies de l'évolution

Cependant à la fin du siècle les influences germaniques restent prépondérantes. Et c'est en Allemagne qu'un spécialiste de sciences politiques, Pontus Fahlbeck, ira chercher son inspiration pour donner un corpus théorique aux travaux empiriques. Et devant l'ampleur des conflits de classes qui accompagnent l'industrialisation, Fahlbeck deviendra, malgré ses idées conservatrices, un ardent défenseur de la collaboration des ouvriers et du patronat grâce à des syndicats « responsables ». Avec la vieillesse il évoluera cependant vers un conservatisme plus classique. On lui doit en tout cas la première division moderne de la société en catégories socio-professionnelles, division qui eut un succès immédiat et qui reste encore utilisée dans les enquêtes. Il s'agit, en gros, de distinguer entre trois grands groupes sociaux (*socialgrupp*) portant les numéros 1, 2 et 3 et représentant respectivement la grande bourgeoisie, la moyenne et petite bourgeoisie, les classes ouvrière et paysanne pauvre. L'utilisation de la notion de « *socialgrupp* » avait l'avantage idéologique pour les dominants de donner l'image d'une société homogène où coexistaient des ensembles de population différents mais non opposés. Et l'avantage « scientifique » de son utilisation résidait dans le caractère opératoire et la facilité de son emploi lorsqu'il était nécessaire de croiser les variables pour connaî-

tre l'état de l'opinion dans les diverses couches sociales.

Ce succès de la philosophie scientiste est évidemment à mettre au compte du courant positiviste qui renforce ainsi l'orientation nominaliste de la science sociale naissante. Et si un autre chercheur d'importance, Gustaf Steffen social-démocrate à l'origine, économiste de formation, très entiché de philosophie allemande, nietzschéenne en particulier, propose un autre modèle, son audience restera faible en raison de ses options étalistes et de son soutien inconditionnel à la politique de l'Allemagne. Si bien que lorsque Steffen meurt en 1929 la place est libre pour l'empirisme tel qu'il se développe théoriquement à Vienne et aux Etats-Unis. George A. Lundberg par exemple, nominaliste extrémiste (!), trouvera en Gunnar Boalt, biologiste converti à la sociologie, un disciple enthousiaste qui propagera ses idées lorsqu'il obtiendra la première chaire de sociologie à Stockholm en 1954. Gunnar Boalt qui utilise une méthodologie fonctionnaliste est probablement l'auteur le plus prolifique (avec T. Husen en psychologie) des sciences sociales suédoises d'après guerre, ce n'est pas pour autant le plus intéressant.

Revenons cependant un peu en arrière avec la nomination comme professeur à Uppsala d'Axel Hägerström. On peut dire, en effet, que celui-ci est le fondateur de la réflexion sociologique institutionnelle. C'est dans la période qui précède juste la deuxième guerre mondiale que Hägerström impose définitivement l'idée que la science de la société est un élément essentiel dans la panoplie des savoirs que doit posséder toute bureaucratie moderne. La guerre à l'extérieur des frontières retardera la mise en place de la première chaire de sociologie obtenue en 1947 seulement par Torgny Segerstedt. Il règnera en maître sur la pensée sociale dans la plus vieille université du pays jusque dans les années 60. Cette période marque ainsi la fin de l'influence allemande et une victoire totale de l'épistémologie anglaise encore plus qu'américaine. De Bertrand Russell à Karl Popper, viennois d'origine mais établi en Grande-Bretagne, se rangent les sources d'inspiration de la pensée sociale suédoise. Ces influences sont encore renforcées par l'enseignement d'I. Hedenius, admirateur de Popper, dans la chaire de philosophie pratique à Uppsala. Et notons pour terminer sur cette période que la désignation de « philosophie pratique » n'est pas sans ambiguïté. Elle laisse supposer, d'une manière quelque peu perfide, que l'autre philosophie, théorique, se complait dans les nuages de la spéculation abstraite alors qu'elle, au contraire, a bien les pieds sur terre et procure une connaissance utile.

La situation de nos jours : du remous marxiste et des vaguelettes contestataires sur un océan pacifique de pensée objective

Pour définir ce contexte il existe un terme suédois, celui de *saklig* (de *sak* : chose) qui signifie à la fois la position objective que doit prendre l'observateur (indifférence du sujet réifié) et le caractère d'évidence empirique que doit avoir le fait observé (neutralité en soi de l'objet). Et c'est dans ce contexte, et ce contexte seulement, que peut se comprendre la querelle qui agita les milieux spécialisés aux alentours des années 66-68 sur les données « molles » et les données « dures » ! Le fondateur de l'Institut suédois d'Opinion Publique (SIFO), H.L. Zetterberg, avait, en effet, classé la sociologie suédoise dans la tendance « dure » à l'occasion d'un article de synthèse sur les orientations des sciences sociales en Scandinavie. Opinion tout à fait justifiée qui cependant se doublait d'un sous-entendu beaucoup moins évident : la « méthode suédoise » était la meilleure. Ceci se comprend fort bien de la part d'un défenseur de l'utilisation des sondages mais cela sent aussi la provocation. Et pour la première fois des critiques s'élevèrent qui prirent de la vigueur après mai 68. En particulier une réponse fut immédiatement apportée à Zetterberg par J. Asplund dans un compte rendu de l'ouvrage de V. Aubert « *The Hidden Society* ». Il soulignait dans sa conclusion que l'absence de tableaux statistiques et de calculs compliqués n'empêchait nullement ce travail d'apparaître comme une importante contribution à l'analyse des mécanismes de la domination sociale. Position hérétique s'il en fut, très mal prise par l'« *Establishment* », elle laissa des traces dans le monde intellectuel.

C'est ainsi que la nomination à la direction de l'Institut de sociologie de Lund de Joachim Israel, qui avait dû s'exiler à Copenhague après avoir été *docent* à Stockholm puis à Uppsala, fut perçue par beaucoup, comme l'expression d'une petite revanche des théoriciens critiques. Un ouvrage épistémologique de ce même chercheur essaye toutefois de réconcilier les diverses tendances ; son titre imagé illustre cet objectif « Sur l'art de se soulever par les cheveux et de garder l'enfant avec l'eau du bain » (1972) ! Pour Israel il est impossible d'échapper aux jugements de valeur et le seul moyen de rendre utile la théorie sociale, tout en préservant son caractère scientifique, est de garder une option critique, exprimée de manière explicite par l'énoncé des motivations qui sous-tendent la recherche. En cela d'ailleurs il s'affirme peut-être plus comme un disciple de gauche de Max Weber et prend ses distances avec le courant marxiste.

Les marxistes à cette époque s'attaquèrent eux aussi à l'illusion scientifique mais pas toujours avec bonheur. Des ouvrages comme « *Tradition et révolution* » de R. Amjörnsson et A. Elzinga ou « *L'Etat et le marché du travail* » de B. Furåker proposent des interprétations mécanistes qui renforcent plutôt l'illusion scientifique. Mais un courant « gauchiste » s'affirme aussi et réussit à prendre racine dans une revue de grande qualité sur le plan théorique « *Cahiers d'études critiques* » (*Häftan för kritiska studier*), tandis que le socialisme plus orthodoxe s'exprime dans *Zenit*. Et c'est en 1973 que dans un essai devenu célèbre G. Therborn demande « Quelle est la valeur des bonnes valeurs ? ». Son humour acerbe exercé à l'encontre de l'ensemble des professionnels des sciences sociales lui valut quelques rancœurs et tout récemment encore un article qui prétendait faire le point, de l'intérieur, sur la sociologie suédoise oubliait de le mentionner (2). En tout état de cause, la contestation de l'ordre empiriste est récente et elle reste limitée. Nous montrerons pour terminer comment il lui est difficile de sortir de ces limites pour des raisons pratiques et contemporaines : les deux grands types de recherches que mènent les « social scientist » suédois, et aussi pour des raisons socio-historiques plus complexes liées au problème de la rémanence de certaines attitudes collectives.

Les deux types de recherches

Le premier type relève d'un circuit para-étatique de contrats financés par des organismes publics. (par exemple les nombreuses et intéressantes recherches pluri-disciplinaires financées par le Secrétariat aux Etudes sur l'Avenir) ou des fondations (la principale en sciences sociales étant le « *Riksjubileumsfonden* »), voire même des syndicats (par exemple L.O. sur la démocratie industrielle). On y voit se dessiner deux courants, l'un centré sur la description de cas concrets (outre les exemples cités : les minorités sexuelles, les conflits du travail, etc...), l'autre méthodologique, plutôt qu'épistémologique, qui s'interroge sur la valeur des instruments de la recherche. Ce sont les principales figures de ce deuxième courant que visait Therborn dans l'article cité « Quelle est la valeur des bonnes valeurs ? ».

Tous ces travaux se font soit dans des centres, ou laboratoires, spécialisés, soit dans l'Université grâce à des groupes *ad hoc* constitués pour la circonstance. Alors qu'auparavant le professeur régnait en maître tout puissant sur son institut

(2) Cet article de G. Boalt et B. Abrahamsson (voir bibliographie) ne faisait pas plus mention de J. Israel !

puisque le principe (germanique) était « un professeur, une discipline, un institut », il semble qu'aujourd'hui de jeunes chercheurs parviennent à gagner rapidement leur autonomie intellectuelle grâce à ce financement indépendant de l'Université. Cette démocratisation reste toutefois assez formelle car, exactement comme en France, ce sont malgré tout les grands pontifes de la science académique qui siègent dans les diverses commissions chargées de répartir les crédits. La domination a changé de visage et s'est adaptée à la social-bureaucratie.

Le deuxième type de recherches est quant à lui tout à fait original dans ses objectifs. Il regroupe les études commanditées directement par l'Etat pour s'informer des conséquences d'une loi en projet ou même pour rassembler une documentation précise sur un problème. Le résultat est publié sous la forme d'un « rapport public de l'Etat » (Statens Offentlig Utredning, ou SOU) qui est l'occasion d'une « remise », littéralement d'une « remise sur le tapis ». Les parties intéressées, les organismes et associations en tous genres ont alors les moyens de faire connaître leur opinions d'une manière *saklig*, en s'exprimant sur des faits. L'importance de ces études est telle que « cette activité originale a pris en Suède des proportions impressionnantes : en 1973 un total de 349 comités étaient au travail. Parmi eux, 60 avait terminé leurs enquêtes à la fin de la même année. Le coût du fonctionnement de ces derniers s'est élevé à 453 millions de couronnes » (Ulla Jeanneney, p. 25). On comprend aisément qu'il soit exigé des chercheurs une rigueur, une neutralité, une compétence qui confèrent une très grande qualité technique à ces rapports, même si leur lecture est parfois indigeste. En tout état de cause, ces enquêtes sont un instrument essentiel de la démocratie sociale et permettent souvent des découvertes inattendues (par exemple la présence de la misère dans la société du bien-être pour tous). Elles suscitent de nouvelles interrogations donc entraînent par retombées de nouvelles orientations dans le champ intellectuel.

Avec ce deuxième type de recherches se marque d'une façon extrême le pragmatisme de la vie intellectuelle suédoise. Si nous avons établi la filiation de cette conception du monde en enchaînant les mouvements d'idées les uns aux autres et en les mettant en rapport avec les conditions économique-sociales, c'est que la sociologie de la connaissance orthodoxe nous en fait un devoir. Pour conclure cependant nous voudrions proposer une autre interprétation, qui complète la première mais qui pose aussi une problématique toute différente. Cette problématique fait, en effet, intervenir le facteur temps et les notions de rupture, ou d'invariance, dans

l'observation du changement social. Ce dernier paragraphe n'est qu'une esquisse pour une réflexion ultérieure éventuelle.

Le fond paysan et la rigueur protestante

Dire que la Suède a réalisé en un temps record ce que de nombreux pays sous-développés tentent depuis des décennies sans y parvenir et que les pays industrialisés n'ont réussi qu'en plus d'un siècle, est d'une grande banalité. Mais on n'examine guère les conséquences de cette banalité que sur son versant le plus éclairé, le plus « factuel » pour reprendre l'expression suédoise à savoir la grande hémorragie démographique ou le procédé Bessemer. La première a, on le sait, réglé le problème de l'exode rural et le second, concomitant, fit faire un bond à l'industrie de l'acier. Mais on passe rapidement sur le caractère essentiellement rural de la Suède d'il y a un siècle : en 1850 la population agricole était proportionnellement la même qu'au XVIII^e siècle et les villes n'abritaient pas plus de 10 % de la population totale. Les Suédois contemporains sont quasiment tous petits-fils de paysans.

Cette constatation pourrait être faite, avec moins d'assurance, pour d'autres pays, dont la France. Mais l'ampleur du phénomène et sa rapidité sont exceptionnelles au « royaume des trois couronnes ». Royaume qui, à la différence de la France, n'avait aucunement donné à sa capitale, et par contrecoup à la ville en général, un rôle moteur dans le changement culturel. Et si l'on ajoute à cela le fait que la religion luthérienne est une des rares variétés du christianisme dont la base sociale soit paysanne, on comprendra mieux l'importance de la ruralité comme culture dans la mentalité collective suédoise.

Le type de connaissance qui est favorisé aujourd'hui est donc en prise directe sur des comportements et des attitudes passées qui se sont fort bien adaptées au régime industriel et social-démocrate. Rappelons, en effet, que Max Weber soulignait que la paysannerie ne développe jamais un culte sotériologique, une religion de salut, sauf lorsqu'elle est menacée d'esclavage ou de prolétarianisation forcée. Il écrivait dans un passage célèbre « le sort des paysans est si intimement mêlé à la nature, aux processus organiques et aux événements naturels, et économiquement si peu orienté vers une systématisation rationnelle qu'en général la couche paysanne ne sera pas porteuse d'une religion... » (3). Plus loin il montrait que la magie

(3) Max Weber, op. cit. in bibliographie, p. 80.

paysanne était toujours tournée vers le concret, hostile à toute eschatologie. Ne trouve-t-on pas ainsi mis en place les facteurs idéologiques qui favoriseront le développement d'une bureaucratie préoccupée d'efficacité à court terme (déjà active sous les Vasa) et dont la rationalité n'est en rien cartésienne? Cette rationalité ne cherche pas un ordre intemporel et un système explicatif global du monde, elle vise simplement l'adaptation des moyens à des fins explicites, à court terme. Et c'est aussi dans ce tempérament que l'on doit trouver les causes de l'échec du marxisme en Suède et des blocages idéologiques qui ont joué dès le début dans les Folkhögskola ou même les syndicats.

Il serait facile de repérer d'autres traits de la culture archaïque de la Suède qui se sont transformés souterrainement et dont l'apparence actuelle est bien plus le ressac de l'histoire que la conséquence d'événements contemporains. Citons par exemple la conservation d'un genre d'individus intro-déterminés que David Riesman, étudiant le capitalisme américain, estimait être en voie de disparition aux Etats-Unis. Ou bien inversement une condition naturelle qui semble être sans force aujourd'hui, le contraste été/hiver du point de vue de la température et de la lumière, continue certainement d'agir au travers d'une série de transformations de comportements collectifs et d'attitudes vis-à-vis de la nature.

Ce n'est donc que sur cette toile de fond, sur laquelle nous n'avons fait qu'esquisser un dessin que doit se comprendre le cheminement causal qui produit le pragmatisme de la pensée sociale suédoise. La représentation du monde spécifiquement suédoise est d'une grande stabilité malgré, ou à cause de, la brusque rupture de l'essor industriel.

BIBLIOGRAPHIE

ALLARDT E. : « Scandinavian sociology », *Social Science Information* 6, 1967, pp. 223-246.

AMBJORNSSON R., ELZINGA A. : *Tradition och revolution*, Staffanstorps, Cavefors serie, 1968.

BOALT G., ABRAHAMSSON B. : « Swedish sociology : trends and prospects », *Current sociology*, Vol. 24, n. 1, 1977, pp. 101-125.

FAGGOT J. : *Tankar om fädernas landets käning och beskrifwande*, Stockholm, 1740.

FURÅKER B. : *Stat och arbetsmarknad*, Arkiv ev. serie, Kristianstad, 1976.

FAHLBECK P. : *Stånd och klasser*, Lund 1892. *Arbetsrefrågan : vilja och verklighet*, Stockholm, 1910.

GRAS A., SUTTO R. : « Sur la prospective suédoise », *Futuribles*, janvier-février 1978, n. 13, pp. 111-120.

GRUBBE S. : *Bidrag till utredandet av samhällslärens grundbegrepp*, Uppsala, 1826.

ISRAEL J. : *Om konsten att lyfta sig själv i håret och behålla barnet i badvattnet*, Raben och Sjögren, Stockholm, 1972.

JEANNENEY U. : *Le socialisme suédois : une expérience*, Hatier, Paris, 1976.

STEFFEN G. : *Die Grundlage der Soziologi*, Iena, 1911.

SEGERSTEDT T. : *The Nature of Social Reality*, Stockholm, Bonniers, 1966.

THERBORN G. : *Vad är bra värderingar värda ?*, Lund, Zenit Bo Cavefors, 1973.

ZETTERBERG H. : « Traditioner och möjligheter i nordisk sociologi » *Sociologisk Forskning*, 1, 1967.

WEBER M. : *The Sociology of Religion*, introd. by Talcott PARSONS, Beacon Press, Boston, 1963 (Ch. 6 spécialement).

Ouvrages collectifs :

* *Suède : la réforme permanente*, Stock, Paris, 1977.

* *The biography of a people*, Allmänna Förlaget, Stockholm, 1973.

L'école de base en Suède : réforme permanente ?

par Göte Gustavsson (*)

La Suède a connu, ces dernières décennies, plusieurs réformes scolaires. Nous nous proposons de vous décrire ici les contraintes sociales et politiques qui sont à l'origine de ces réformes, ainsi que leurs principales caractéristiques. Nous les commenterons selon nos conceptions et d'après notre expérience personnelle d'enseignant à l'École de Base — cours supérieur — et d'ancien élève de l'école primaire des années 40. Nous essayerons également de donner un aperçu du débat actuel sur l'enseignement obligatoire en Suède.

LE COURS SUPERIEUR

C'est le cours supérieur, c'est-à-dire les trois dernières années de la scolarité obligatoire qui, dans notre enseignement actuel, pose le plus grand nombre de problèmes; aussi nous limiterons-nous ici aux réformes le concernant.

LES ANNEES 1940-50, PERIODE DE RECHERCHE ET D'ESSAIS

« Le fait qu'il y ait de grandes différences d'instruction scolaire entre les couches sociales est un danger pour la démocratie. C'est peut-être là ce qui contribue le plus au maintien des classes sociales, car cela rend les classes sociales héréditaires. » Voilà ce que dit le parti social-démocrate dans son programme d'après-guerre en 1944. En 1946, une commission d'enquête parlementaire s'est mise au travail, et deux ans plus tard elle présentait un rapport. Dans ce rapport, il était proposé que l'École Primaire Obligatoire de 7 ans et la Realskolan (comparable à l'ancien brevet élémentaire français) seraient remplacées par une école unique obligatoire de neuf ans, plus tard appelée l'École de Base, destinée à dispenser un enseignement commun à l'ensemble des élèves suédois. Par principe, une classe ne devrait pas y être divisée en différents niveaux d'aptitude. L'enseignement serait individualisé à l'intérieur de la classe, cha-

que élève avançant à son propre rythme. Certes, une telle proposition ne pouvait que provoquer des protestations de la part des enseignants traditionalistes, qui y entrevoyaient, comme seul résultat immédiat, une baisse générale des connaissances.

LES ANNEES 60 : LA REALISATION DU PLAN SCOLAIRE DE 1962

C'est en 1962 que fut réalisée l'École de Base, avec néanmoins une modification importante : le Cours Supérieur devait comporter des filières conduisant soit au Lycée (Gymnasium), soit à des écoles professionnelles.

La mise en œuvre de cette réforme fut rapide, mais ses résultats décevants : l'idée d'intégration, qui consiste à regrouper dans une même classe, sans tenir compte de leurs aptitudes individuelle, des élèves issus de milieux différents, n'avait pas abouti à l'abolition des couches sociales; les élèves d'origine ouvrière ou paysanne avaient en grande partie opté pour les filières dites pratiques, ceux des couches moyennes et supérieures optaient plutôt pour les filières dites théoriques. A la suite d'un large débat au Riksdag (Parlement), provoqué par la constatation de cet échec, une autre réforme fut votée, en 1968.

LE PLAN SCOLAIRE DE 1968

Des moyens accrus, susceptibles de favoriser l'effort d'intégration, devaient être mis à la disposition des maîtres. Le plan actuel est entré en vigueur en 1969, et fait déjà l'objet d'une nouvelle proposition de réforme (avril 1978). Voici quelques traits du plan de 69 : les classes restent indivisibles jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire. (Seules les mathématiques et les langues étrangères ont deux niveaux.) Ensuite, qua-

* Lecteur de suédois à l'Université de Haute-Bretagne (Rennes II).

tre heures par semaine sont réservées à des enseignements optionnels qui peuvent se répartir en 4 branches : les langues (l'allemand et le français), l'économie, l'art et la technique. Deux autres heures hebdomadaires sont à option, réservées au travail personnel libre qui n'a toutefois pas le statut officiel de « matière ».

ECHEC DES BUTS ENVISAGES

Peut-on considérer qu'avec cette dernière réforme les inconvénients de l'ancien système ont disparu ? Non, à l'issue de 10 ans d'expérience, tout le monde est d'accord : les différences sociales subsistent et d'autres problèmes sont apparus, tels l'absentéisme, le vandalisme, l'abus des drogues et de l'alcool, un manque général d'intérêt pour le travail scolaire.

Responsables et observateurs s'interrogent sur les causes de cet échec, et les réponses divergent. Selon certains, l'urbanisation très rapide et le « durcissement » de la société en général jouent un rôle prépondérant. Certes, ceux-là ne sont pas d'accord avec l'ancien Premier Ministre M. Olof PALME pour qui l'école doit être le moteur de la transformation sociale. Ils sont plutôt convaincus que l'école reflète la société actuelle, que « chaque société possède l'école qu'elle mérite ».

D'autres, par contre, constatent que « la nouvelle école est inscrite dans le plan scolaire, mais que l'ancienne reste en chaire », c'est-à-dire qu'en accusant les professeurs d'être hostiles aux réformes, ils les rendent responsables de l'échec. Une bonne partie des enseignants arguent pour leur défense que les classes intégrées à cent pour cent ne sont pas compatibles avec de bonnes conditions de travail : un abîme sépare les plus doués de ceux qui sont en bas de l'échelle. De plus, l'individualisation à l'intérieur de la classe n'est-elle pas pure utopie ? Combien de temps peut-on consacrer à chaque élève d'une classe de trente en 40 minutes de cours ? « Et, par-dessus le marché, on n'a plus le droit de toucher aux gosses ! »

Le travail en groupe et les méthodes d'individualisation sont préconisés par le plan de 69. Pour ce qui est du travail en groupe,

les élèves sont, dans l'ensemble, enthousiastes. Reste l'incompatibilité flagrante entre le besoin d'encourager la solidarité et les activités collectives d'une part, la nécessité d'évaluer chaque activité pour fournir des notes d'autre part. Nombreux sont les élèves qui, à la question : « Pourquoi tu ne travailles pas ? », répondent : « Ça sert à rien, je sais que, même si je fais des efforts, vous me donnerez le 1. » (Les notes varient de 1 à 5.)

NOUVELLES TENTATIVES

D'autres réformes n'ont donc pas tardé à être envisagées. En effet, cette année (1978) a été introduite en Suède la réforme S.I.A. (Skolans Inre Arbete, Travail Interne de l'École). Elle cherche à intégrer l'école à la société et vice-versa, moyennant un transfert des décisions de l'Etat aux autorités communales et scolaires, aux parents, aux enseignants et aux élèves. Une autre innovation caractéristique est la présence de non-enseignants à l'école. Par exemple, des animateurs sociaux seront attachés à l'école pour s'occuper des élèves pendant les heures de loisirs, ainsi qu'en dehors des heures d'ouverture de l'école. (Le Cours Supérieur ferme le plus souvent à 15 h 30.) Cela pour partager la responsabilité des enfants avec les familles et remédier ainsi à l'absence quotidienne prolongée des parents (hors foyer de 7 h à 18 h dans les grandes villes).

Il est aussi prévu que d'autres non-enseignants aient accès aux classes, notamment des membres d'associations sportives, religieuses, politiques, etc. On parle même de voter une loi qui permettrait aux membres actifs de ces organisations de quitter de temps à autre leur lieu de travail pour aller donner des cours à l'école, moyennant une indemnité.

LES NOTES, POINT DE CONTROVERSE

En 1973, une commission d'enquête parlementaire s'est attaquée à la révision du système de notes qui, depuis l'introduction de l'École de Base — et encore à l'heure actuelle — a un caractère « relatif »... Expliquons-nous sur ce terme. On part de l'idée que, pour l'ensemble des élèves suédois, il y a 38 % de résultats moyens, donc

la note 3. Ensuite, il existe un petit nombre, 7 %, d'élèves à résultats excellents et, à l'autre bout de la chaîne, 7 % de résultats très médiocres. Ces deux groupes sont représentés respectivement par les notes 5 et 1. De la même façon, il y a 24 % d'élèves qui sont un peu au-dessus de la moyenne, donc la note 4, et la note 2, est donnée à 24 % qui se trouvent un peu au-dessous de la moyenne. Si une classe correspond au « modèle » national, on peut distribuer les notes selon ce pourcentage. Il va de soi qu'au sein de la classe il y a concurrence pour l'obtention des meilleures notes. Etant donné la difficulté de situer la classe par rapport à la moyenne suédoise, on se sert d'épreuves « normalisées ».

En gros, le rapport de la commission, qui a été présenté au public il y a quelque temps, préconise un système dans lequel les notes actuelles seront remplacées par un jugement à trois niveaux, de la part des enseignants, jugement portant sur les capacités de l'élève, mais tenant compte d'éléments autres que la connaissance, par exemple les progrès annuels effectués. Ce rapport est en ce moment examiné par chacun des organismes concernés, comme il est de règle en Suède. (Un tel examen est le préalable à tout vote parlementaire.) Pour ne citer que quelques-unes des réactions enregistrées à cette occasion

— Le Syndicat des Instituteurs de Suède : Nous voulons l'abolition de tout système de notes, et nous n'acceptons pas qu'on le remplace par un jugement porté par les enseignants. L'accès à l'enseignement secondaire doit être facilité par exemple par la création d'un nombre accru de places au Gymnasium et, éventuellement, par l'instauration d'un système de listes d'attente pour l'accès aux branches désirées.

— Le Syndicat national des Professeurs du Secondaire : Rien ne prouve que le malaise actuel soit dû au système de notes. Nous ne pouvons, pour notre part, accepter que l'on supprime les notes, car, dans ce cas-là, on risque de négliger l'aspect acquisition des connaissances. On doit maintenir la notation mais la réduire à 3 chiffres : moyenne, au-dessus et au-dessous de la moyenne pour chaque matière.

— La Confédération Patronale : Nous sommes opposés au système actuel ; il ne fait que comparer les élèves entre eux. Nous voulons conserver les notes, mais uniquement pour estimer la connaissance absolue de chacun, ce qui peut se faire en offrant aux élèves la possibilité de choisir leur niveau de connaissance. Des notes seraient données selon la réalisation de ces aspirations. Le redoublement, qui n'existe pas pour le moment, doit être rétabli pour ceux qui le souhaitent.

— La Confédération du Travail (proche du parti social-démocrate) : Nous sommes pour l'abolition des notes, qui constitue un anachronisme. Les élèves de l'école actuelle sont beaucoup plus enclins à la coopération qu'à la concurrence. La réponse des patrons au rapport parlementaire est une sorte d'élitisme camouflé, qui vise au maintien d'un système de classes.

— La Direction de l'Enseignement Public : Le rôle des notes est de sélectionner les élèves pour l'accès à l'enseignement secondaire. Dans la plupart des branches, cette sélection n'est pas nécessaire, puisqu'il y a de la place pour tous. Les notes sont ainsi devenues un but en soi, ce qui contrarie les objectifs du plan scolaire, notamment l'éducation sociale, la loyauté, la coopération, la créativité, le sens de l'initiative et l'esprit critique. A plus ou moins brève échéance, les notes doivent disparaître, l'accès à l'enseignement secondaire doit être facilité. On accordera par exemple une importance particulière aux matières de la branche pour laquelle l'élève a opté en premier lieu.

— La Fédération des Elèves : Les notes sont une punition supplémentaire infligée aux élèves les plus faibles. Il faut les abolir, accroître la participation des élèves aux décisions, réformer la formation des maîtres.

On voit donc que les opinions divergent, mais que la quasi-totalité des avis exprimés est favorable à un changement du système actuel de notation.

NOUVEAU PLAN SCOLAIRE EN 1981 ?

La proposition présentée en avril 1978 pourra entrer en vigueur en 1981. Il est pourtant fort probable qu'elle sera l'objet

de modifications avant d'être votée au Parlement. Elle consiste en gros à unifier le Cours Supérieur, par exemple en supprimant la division de niveaux en mathématiques et en langues étrangères. Elle préconise par ailleurs l'introduction de la dactylographie obligatoire aux dépens d'une diminution du temps consacré à la langue maternelle et aux sciences naturelles. Peu de professeurs applaudissent bien entendu à de tels changements. Reste à voir dans quel sens se prononcera le Riksdag.

ELEVES SURDOUES, ELEVES FAIBLES

En Suède, incontestablement, les réformes scolaires ont pour but d'améliorer la situation des plus défavorisés. Un débat sur les surdoués, comme on en voit en France à l'heure actuelle, ne s'est jamais produit. Tout au plus constate-t-on que, jusqu'à présent, les différences entre les « bons élèves » et les « cancras » n'ont pas diminué. Or un bon niveau moyen est plus important que la formation d'une élite.

REFORME PERMANENTE ?

Toutes ces réformes ont-elles donc été vaines ? Fallait-il garder intact le système des années 40 ? La réponse est certaine-

ment non ; il faut que l'école change avec la société.

En Suède, il est à la mode de parler de l'anonymat ressenti par les élèves ; on le croit responsable de nombre de problèmes. Pour y remédier, on envisage un retour aux petits groupes ; on propose donc des classes moins nombreuses, des professeurs enseignant trois matières ou plus, une participation de la part des élèves à la construction et à l'entretien des locaux.

Quant aux notes, nous sommes convaincus que, dans la société actuelle, une sélection est nécessaire, qu'elle vienne à l'Ecole de Base ou plus tard. Il serait difficile de supprimer les notes tout en conservant la scolarité obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans. En effet, la motivation, parfois assez faible, disparaîtrait peut-être intégralement, et les jugements personnels pourraient sombrer dans la complaisance. Un fait peut se trouver à la base de cette « motivation » et de ces « jugements » : l'origine sociale.

Et même si les souhaits communs émis par la population concernée (voir ci-dessus) s'avéraient prochainement réalisables, les années futures n'iront pas sans initiatives officielles, parallèlement à l'évolution de la société.

L'élevage du renne par les Lapons de Suède, situation actuelle et devenir

par M. Moutinho

Il est bien difficile de trouver dans la littérature concernant les Lapons le mot « ethnocide ». Pourtant à notre avis, les contacts entre les Lapons et leurs voisins (dans cet article nous étudierons plus particulièrement les Lapons de Suède), se sont traduits par un bilan qui ne peut laisser de doutes sur ce sujet.

Nous allons présenter quelques points de l'histoire de ces Lapons, qui aboutissent par la suite à une même conclusion, à savoir : le concept d'ethnocide est parfaitement applicable à la formation économique et sociale lapone (F.E.S.).

L'ethnocide désigne selon R. Jaulin l'acte de destruction d'une civilisation (1) : mais parler d'une civilisation c'est aussi parler d'une F.E.S. déterminée (*), tout en soulignant, comme le fait Antoine Pelletier (2) l'idée de « permanence » inhérente à toute civilisation, c'est-à-dire l'idée de patrimoine collectif qui se lègue de génération en génération. Il serait donc plus prudent de dire que l'ethnocide désigne l'acte de destruction d'une F.E.S., destruction qui ne pourra à notre avis être saisie dans toute sa complexité qu'à travers l'analyse de l'évolution des modes de production, et par conséquent des divers rapports de production et forces productives qui les composent.

Ces changements se sont presque toujours traduits pour les peuples qui ont eu des contacts avec l'Occident par la destruction de leurs modes de production et par le développement de formes capitalistes de production en leur sein. Soit que celles-ci étaient le résultat d'une évolution interne, soit que les membres de ces communautés étaient intégrés (par leur prolétarianisation) à la production de type capitaliste développée sur place.

La prolétarianisation qui a lieu dans les cas que nous venons d'énoncer a une implication particulière au niveau des recherches sur l'ethnocide à savoir : que l'étude de celui-ci passe alors forcément par l'étude du développement du mode de

production capitaliste au sein des communautés ethnocidées ou en voie de l'être.

Dans un précédent article (3) nous avons cherché à démontrer comment par l'existence d'une nécessité sociale (Renforcement du système de taxation des Lapons à partir du règne de Gustav Vasa) des nécessités économiques (*) se sont développées provoquant l'apparition du mode de production des nomades, solution qui permettait aux Lapons touchés par ces mesures de se procurer les moyens d'échange nécessaires à leur survie. (création de troupeaux de rennes.) Les formes que cette production a prises : introduction d'un salariat régulier, perte du contrôle des moyens de production par les producteurs, production orientée vers l'échange sont en définitive une forme capitaliste d'élevage des rennes.

Le développement de ce type d'élevage, possible grâce à une nécessaire augmentation de la productivité impliqua la marginalisation d'une partie de la population lapone et son éloignement vers d'autres sphères de production, en particulier la suédoise.

Le départ croissant de membres de la F.E.S. lapone est à notre avis une forme d'ethnocide

(*) Nous n'ignorons pas que le concept de civilisation reste à élaborer. Disons que ce raccourci ne se justifie que par l'impasse dans laquelle se trouve l'étude de l'ethnocide depuis quelques années.

(*) « Nécessité sociale » c'est celle qui oblige à abandonner régulièrement un surplus à un pouvoir centralisateur, soit dans l'intérêt de la communauté... soit par suite d'une conquête qui impose par la force un tel tribut.

« Nécessité économique » c'est le besoin d'obtenir un plus grand surplus de produits afin d'acquiescer, par voie d'échange, des biens nécessaires à la bonne marche de la société.

E. Mandel, *Traité d'économie marxiste*. Paris 1962, vol. 1, page 68.

même si ce départ est fait vers une F.E.S. où le mode de production capitaliste est dominant. Plus subtil que les formes d'ethnocide pratiquées de nos jours en Amazonie et en bien d'autres lieux les phénomènes que nous avons décrits n'en font pas moins partie.

A notre avis il y a deux types d'ethnocide : Par destruction physique ou par éloignement des membres d'une F.E.S. Nous englobons les Lapons de Suède dans le deuxième cas.

Il faut noter cependant qu'au fil des siècles bien des Lapons ont payé de leur vie les exactions des colons et des autorités suédoises. Si Cornélius de Pau s'est laissé emporter lorsqu'il prétend que les trois quarts des Lapons avaient péri à la suite des contacts avec les Suédois (4), il n'en est pas moins vrai que la peine de mort était applicable aux Lapons pour bon nombre de « délits ».

Nous pourrions citer encore bien des causes qui ont provoqué la disparition d'un grand nombre de Lapons mais il nous semble préférable de revenir à notre exposé initial.

Le développement d'une forme capitaliste d'élevage (avec la conséquente éjection d'une partie des Lapons de la sphère de production lapone) n'est cependant pas la seule raison qui pourrait nous faire parler d'ethnocide. La colonisation agricole de la Laponie, l'exploitation des ressources naturelles (5) sont aussi de puissants facteurs de déséquilibre pour la communauté lapone et ont contribué et contribuent à ce qu'un nombre croissant de Lapons abandonnent la F.E.S. lapone.

Ainsi de nos jours plus de 75 % des Lapons ont déjà été contraints à l'abandon de l'élevage, c'est-à-dire que pour une population lapone vivant en Suède estimée à 10.000 personnes seulement environ 2.500 vivent de l'élevage ou tirent de celui-ci l'essentiel de leurs revenus.

La répartition des éleveurs de rennes était en 1965 la suivante :

Province	Nb
Norrbotten	1851
Vasterbotten	222
Jamtland	330
Concessions	84

TOTAL : 2497

Il faut signaler que l'abandon de l'élevage n'implique pas forcément l'abandon de la F.E.S. lapone, car il y a des cas où ceux-ci trouvent d'autres activités au sein de la sphère de production lapone. (Enseignement, artisanat, etc.) Toujours est-il que l'analyse des cas d'abandon montre que l'alternative suivie le plus souvent est celle de l'intégration à la société suédoise. La « colonie » lapone à Stockholm est celle qui réunit le plus grand nombre de Lapons dans un même lieu (*).

Une étude élaborée en 1970 (6), basée sur une enquête réalisée auprès des Lapons qui ont abandonné l'élevage dans la province du Jamtland entre 1925 et 1969 nous informe que pas moins de 90 % des réponses se référant aux motivations de l'abandon ont directement ou indirectement trait à des difficultés économiques.

Cela n'est pas étonnant si on compare le nombre de rennes que ces Lapons avaient avant d'abandonner l'élevage avec le nombre de rennes qu'ils considèrent nécessaire pour pouvoir pratiquer un élevage rentable.

Nombre de rennes avant l'abandon de l'élevage :					
Nb. rennes	0-10	11-50	51-100	101-	
Nb. réponses	19	19	25	11	6

Nombre de rennes nécessaires pour pratiquer un élevage rentable :

Nb. rennes	100	200	300	400	500	600	600	s. rép.
Nb. réponses	1	3	6	6	22	3	14	25

C'est-à-dire que 92 % des éleveurs avaient moins de 100 rennes tandis que 63 % considéraient qu'il faut avoir au moins 300 rennes pour pouvoir pratiquer un élevage rentable. (*)

(*) L'abandon de l'élevage est aussi important en Norvège où le nombre de Lapons vivant de l'élevage est d'environ 1700 soit 9 % de la population lapone. En Finlande cette valeur est d'environ 30 % mais il faut rappeler que seulement 35.000 des 150.000 rennes vivant en Finlande appartiennent à des Lapons.

(*) Il nous a été souvent avancé le chiffre de 500 rennes comme celui d'un troupeau raisonnable pour servir de base aux ressources d'une famille moyenne.

Il nous paraît évident que c'est bien la faiblesse des moyens de production qui est à l'origine de l'abandon de l'élevage surtout si on prend en considération que le développement du mode de production capitaliste passe forcément par la dépréciation des moyens de production des petits producteurs.

Cette dépréciation est essentiellement le résultat de la concurrence qui s'est installée dans l'élevage de rennes dès que ceux-ci furent produits, non plus comme valeurs d'usage mais comme valeurs d'échange. La concentration des troupeaux est donc inévitable (dans la logique du mode de production capitaliste) et le nombre de Lapons éloignés de la production des rennes ne cessera d'augmenter.

Cela est parfaitement compris par les experts de la préfecture du Norrbotten qui proposaient, dans un travail publié en 1966 (7), comme mesure nécessaire à l'assainissement de l'élevage du renne en Suède la réduction du nombre de familles vivant de l'élevage de 64 %. Parallèlement le nombre de rennes devrait augmenter de 12 % ; mais comme l'augmentation du troupeau est difficilement crédible (la réduction des surfaces de pâturage à elle seule justifie notre scepticisme) il va de soi que le troupeau moyen de 470 rennes sera obtenu par une nouvelle réduction du nombre des éleveurs. Ces valeurs étant valables pour les années passées, de nouveaux réajustements s'imposeront régulièrement, avec de nouvelles réductions dans le nombre des familles vivant de l'élevage. Telle est la « spirale vicieuse » dans laquelle se débattent les éleveurs qui veulent poursuivre l'élevage et qui voient chaque année de nouveaux abandons.

Ces abandons impliquent relativement à court terme la destruction de la F.E.S. lapone car il ne sera plus possible de parler de celle-ci si ceux qui devraient transmettre le patrimoine collectif lapon aux nouvelles générations ont été éloignés de ce qui était un élément central de la vie économique des Lapons à savoir l'élevage.

Parler d'ethnocide (même s'il vient de très loin) à propos des Lapons, n'est pas, nous semble-t-il, une erreur.

(1) JAULIN R., La décivilisation, Paris, 1974, p. 9.

(2) PELLETIER A. et GOBLOT J.-J., Matérialisme historique et histoire des civilisations, Paris, 1969, p. 19.

(3) MOUTINHO M., Semi-nomadisme et nomadisme, Boréales N° 1, 1976.

(4) cité par Michèle DUCHET dans Le Livre Blanc de L'Ethnocide en Amérique, Paris, 1972, p. 239.

(5) voir par exemple BOROWSKI E. Bref aperçu des conséquences du développement des stations hydro-électriques sur l'écologie et l'anthropologie lapones, Boréales N° 1, 1976.

(6) MOLANDER B. et AHREN I., Same är Same En studie av samer som lämnat rennäringen i Jamtlands län, stencil, Umeå, 1970.

(7) voir l'article de Robert PARES, Notes sur la situation actuelle des Sames Suédois, où l'auteur fait référence à ce travail, Inter Nord N° 19, 1967.

L'utopie romanesque et prophétique de Lars Gustafsson

par M.M. Jocelyne Fernandez

Au moment où la revue B.L.M. (Bonniers Litterära Magasin, 1978:2) consacre, avec un numéro spécial, la réhabilitation de son ancien rédacteur en chef (années 60), il nous a paru opportun de brosser pour le lecteur français boréaliste le portrait de l'une des personnalités culturelles les plus controversées de la Suède contemporaine.

I. - CRISE D'INFERNO

Philosophe, essayiste et romancier, Lars Gustafsson, peintre de sa contrée natale (1936) — les grandioses étendues lacustres du Västmanland — et porte-parole d'une génération d'intellectuels marxistes dont l'un des chefs de file, Jan Myrdal, est aussi son co-auteur favori (par ex. *L'Inutile époque contemporaine*, « Den onödiga samtiden », 1974) est paradoxalement le champion de l'individualisme créatif. Si sur son œuvre et sa personne se cristallisent nombre d'agressivités de plume, c'est assurément que l'homme est provoquant : non content de faire figure d'élève « surdoué » dans une société égalitaire, il semble s'ingénier à donner raison à ses détracteurs, en proclamant avec insolence, dans un environnement pragmatique et collectiviste, la primauté du MOI et d'une dialectique rationnel/irrationnel qui trouve son apogée dans un chapitre du roman « Sigismund » intitulé « Aimez-moi, je suis un libéral ! ».

La Belle Époque gustafssonienne est inaugurée en 1971 (après une dizaine de romans, essais et recueils de poèmes) par un auto-portrait, *Monsieur Gustafsson lui-même* (« Herr Gustafsson själv ») qui sera suivi à intervalles réguliers de *La Laine* (« Yllet », 1973 ; voir extraits ci-dessous), de *La Fête de famille* (« Familjefesten », 1975), de *Sigismund. Mémoires d'un prince polonais de l'âge baroque* (« Sigismund. Ur en polsk barockfurstes minnen », 1976) et tout récemment de *La Mort d'un apicul-*

teur (« En biodlares död », 1978) ; l'ensemble des 5 romans forme un cycle intitulé *Les Lézardes dans la muraille* (« Sprickorna i muren »). En décelant ces failles dans l'édifice, c'est au système socio-politique tout entier que s'attaque l'auteur, au mécanisme du « mensonge officiel » — la formule est de Strindberg (dans « Le Nouveau Royaume », 1882). La véhémence de l'argumentation (parfois même au-delà du grotesque sentimental ou rageur) et l'inconfort de la position choisie ainsi que les solutions provisoires adoptées (publications et séjours prolongés à l'étranger, Berlin et la B.R.D. dans ce cas-ci) ne sont pas d'ailleurs sans rappeler la démarche de son prestigieux compatriote. Mais les différences sont grandes, aux plans idéologiques (l'évolution de notre auteur vers un libéralisme cultivé d'homme de la Renaissance est mieux motivée — philosophiquement et humainement — que le conservatisme hargneux du père de « Mademoiselle Julie » face à l'éveil féministe de sa fin de siècle) et stylistique (plus de lucide sérénité (d'habileté ?). Dans la discussion chez l'un, plus d'absurdisme agressif chez l'autre — mais aussi le premier n'a-t-il pas choisi comme moyen d'expression favori le théâtre). Ils ont en commun un dynamisme impénitent, une tonicité nordique et néanmoins prolix qui forcent le barrage de la langue.

L'apogée de ce cycle, dont le leitmotiv est à M. Svensson ce qu'est au Finlandais moyen le « sisu » (sorte de ténacité nationale) : « Reprenons au début. Pas question de renoncer », est atteinte par un ouvrage chronologiquement médian et civilement peu distingué — un titre qui pourrait être l'en-tête d'une publicité pour fibres naturelles — mais substantivement convaincant : avec lui nous découvrons le « modèle suédois » côté cour, dans sa fragile nudité.

II. - LA LAINE (« Yllet », 1973) est vraie...

Songes d'une nuit d'été.

L'auteur se repose un soir d'été au bord du lac Mälarn; un parent en visite lui apprend la mort accidentelle d'un ancien camarade d'études. Le défunt, Lars Herdin, s'était effacé imperceptiblement de la vie du philosophe devenue romancier mais la mention de sa fin tragique suffit à provoquer une regain d'intérêt pour cet homme énigmatique : de là à lui inventer une vie, à remplir ces dix années de silence de ce qui, avec un peu de chance, aurait pu être la vérité...

Lars Herdin était un homme de contrastes, d'abord insignifiant, doué de talents capricieux. Après de brèves et brillantes études de mathématiques et un doctorat retentissant, Herdin se retira soudain de la scène universitaire pour se consacrer à l'enseignement secondaire dans un « bled » perdu. A l'école de Trummelsberg, une collègue arrangeante par périodes et un directeur obsédé par la planification social-démocrate — voilà toutes les distractions d'un professeur consciencieux. Les années passent, Herdin végète dans le scepticisme. Mais il découvre dans sa classe un petit génie des maths; devant l'indifférence du directeur (la nouvelle école est anti-élitiste) et des parents (infirmité du père, indigence, retirement), il décide de prendre en mains la carrière du petit. L'élève s'épanouit, le prof retrouve, avec le goût de la science, celui de la vie. Mais le soir de Noël, c'est le drame : l'enfant, drogué, est retrouvé inanimé; il était impliqué dans une affaire de vols de vélomoteurs et son amie avait rompu avec lui. Celle-ci, Claire, élève de terminale, vient chercher refuge chez le professeur : ils se rendront ensemble à l'hôpital. Les heures s'écoulent, le garçon ne reprend pas connaissance. Désespérés, la fille et le maître s'accrochent l'un à l'autre; leur tendresse commune pour un mourant se transforme en une intimité qui a toutes les marques de la passion chez deux êtres pudiques et seuls. Avec la fin des vacances, c'est la séparation : le règlement interdit formellement une telle liaison. Pourtant Herdin

est prêt à toutes les audaces, il n'hésiterait pas à donner sa démission si la mort du garçon ne tranchait brutalement le dilemme. Privé de cette amitié naissante, arraché à ses espoirs et à ses rêves, sans y rien comprendre, il perd aussi son amour : sentiment de culpabilité ou regain de lucidité, la fille refuse de le revoir. Un an plus tard, des collégiens manifestent contre la guerre au Vietnam; Herdin soustrait l'adolescente aux brutalités de la police, il la transporte en lieu sûr. Pas un mot n'est échangé. La nuit peut tomber; tête vide et cœur sec, Herdin ne ressent plus qu'une douleur qui va croissant : celle de ses doigts sur lesquels il a refermé par distraction une portière de voiture.

Crépuscule des dieux sociaux-démocrates.

Le charme indiscutable qui se dégage des romans de Gustafsson ne gagne pas toujours à être analysé, mais il trouve sans doute ici sa réalisation la plus parfaite, dans une œuvre dont le thème dominant est précisément l'incapacité des hommes à se réaliser. D'une construction à la fois solide et peu classique (récit-méditation autobiographique éclairé par intermittence de « flash-backs » dialogués), l'édifice repose sur la combinaison d'un grand talent de conteur, d'une observation psychologique redistribuée à petites doses et d'allusions discrètes mais pertinentes aux ressorts de la société. La technique est impeccable, et pourtant le fond prend de loin le pas sur la forme. Le personnage principal est un individualiste à tout crin, il compromet sa sociabilité pour préserver son indépendance, mais il est au fait des choses du siècle, il ne recule pas devant l'engagement. C'est un être intelligent, cultivé, lucide et son échec n'est pas dû au renoncement. Non, les raisons de cet isolement, la cause de cet avortement d'un amour immense sont à chercher dans les fondements mêmes de la condition humaine.

Encore ne s'agit-il pas d'une des innombrables variations sur le thème de l'incommunicabilité contemporaine. La présentation est claire, réaliste, crédible parce que vraie; pas un trait spécifique ne

manque au décor, aux portraits, aux dialogues. C'est la Suède social-démocrate de tous les jours, avec ses grandeurs, ses misères et ses contradictions, et de cette réalité froide, nue, monotone, naît pourtant le rêve. Cet univers de logique et d'efficacité (mathématique et socialiste) engendre aussi l'amour. Si le pull-over rêche et mouillé de l'adolescente étreinte à l'issue d'une nuit d'angoisse devient le symbole de la générosité, de la luminosité de la vie, c'est qu'il a fait surgir et abrité pour un instant cet agrégat de sentiments mûris dans l'obscurité du refoulement. L'auteur dresse un constat pessimiste, mais le parti pris initial de bon sens et de vérité s'accommoderait mal d'une exultation finale, et il n'est pas interdit de croire qu'un tel débordement de passion suffit à remplir toute une vie. Si la société est l'ennemie à abattre, c'est qu'elle est la somme de tant d'individualités qui ont renoncé à se définir. Ce que dénonce l'auteur, c'est moins la rigidité du bureaucratisme social-démocrate que la veulerie que ce système favorise. Cette entreprise courageuse, muée par l'Histoire en prophétie (le roman fut publié quatre ans avant le tournant politique de 1976) est, par-delà le rejet du fardeau de structures sclérosées, l'invite à une cure de jeunesse spirituelle. Gustafsson n'est ni un iconoclaste ni un anarchiste ; s'il refuse le culte collectif, c'est pour nous convier à sacrifier sur un autel de fortune : celui de la jeunesse (senti)mentale.

Bien qu'à première lecture la « leçon » soit tamisée par l'éclairage romanesque, la principale faiblesse du livre nous semble d'ailleurs résider dans le ton légèrement condescendant, un tantinet explicatif, adopté par l'auteur pour décrire l'environnement suédois : clin d'œil à l'étranger, choix prématuré du public à atteindre ? Pour un initié aux littératures nordiques, c'est tout aussi troublant que pour un praticien de la vie parisienne les descriptions complaisantes d'un Maigret. Mais Gustafsson n'est pas de ceux qui s'improvisent initiateurs en techniques de l'artisanat ; quoi d'étonnant à ce que, chez l'ancien Docent en philosophie, flottent parmi les effluves lainières quelques relents de discours didactiques ?

III. - TRADUCTION : EXTRAITS DE « LA LAINE »

LES MYSTERIEUX OBSTACLES (pp. 85-89)

La laine ? Une odeur fade de laine mouillée.

La laine a deux propriétés, voyez-vous. Elle protège contre le froid, contre l'hiver et contre le vent. Mais elle renferme aussi.

La laine protège et emprisonne. Elle portait toujours de la laine, cette fille.

La fille. Ah ! la petite garce ! Rien que d'y penser... Petite garce. Et je me retrouve avec trois bouts de doigts bleus, écrasés, et je suis vivant. De la laine mouillée, dégouttante, qu'on a laissée étendue dehors sous la pluie, tout se résume à ça.

Je me rappelle assez bien ces journées. C'était à la mi-novembre, l'automne de 1969, et puis il y a un samedi bien précis qui est le samedi où tout a commencé.

Tout commença quand j'eus décidé d'aller parler au directeur. Parfaitement idiot. En tout cas, il trouva un moment pour moi, entre des journées d'étude et une conférence sur le rôle de l'école dans la société libérale. Table de conférence en verre fumé, fauteuil de cuir noir qui craque, cigarettes disposées dans un coffret de bois noir :

— C'est une des filles qui est enceinte ?

— Pas que je sache. C'est au sujet du petit Carlsson.

— Quel petit Carlsson ?

— C'est un gosse qui vient de Tibble, on dirait un croisement de brochet et de belette, ou de plie et de belette plutôt, le père tient une sorte de garage dans le coin, où il s'occupe de réparation de voitures en tout cas.

— Connais pas, ce garçon. Qu'est-ce qu'il a fait ? C'est pour des vols ?

— Il a un don absolument incroyable pour les mathématiques. C'est bien la première fois que je tombe sur pareil prodige.

— Eh bien, c'est parfait.

— Je n'ai pas tellement réagi quand il avait toujours tous ses problèmes justes, car on peut toujours compter sur un mélange d'habileté, de chance et de tricherie pour trouver le résultat. Les exercices que je donne sont conformes aux normes standard.

— Ou -oué.

— Enfin il ne s'agit pas d'un petit carriériste minable, plutôt le contraire, il a des dons véritables.

— Hm-m.

A son air désapprobateur, je parierais qu'il avait compris, c'est-à-dire qu'il m'avait même trop bien compris.

— En somme, il n'a pas tellement d'ardeur au travail ? Tu sais parfaitement qu'être doué n'a aucune valeur en soi. L'école nouvelle n'est pas faite que pour ceux qui sont doués.

— Disons que ce qui lui arrive en classe le laisse pratiquement indifférent. Je crois que pour lui l'école c'est un mal nécessaire, pour lequel on est obligé de se lever tôt les matins d'hiver. Sa spécialité, c'est de découvrir tout seul des équations qui sont du niveau du deuxième cycle d'algèbre en fac. Il s'en sert pour trouver la solution de mes problèmes en une demi-minute au lieu de vingt. Il y a de quoi s'effrayer.

— Je ne te le fais pas dire. Il sait se tenir, autrement ?

— Il ne se fait pas remarquer. Ce qui l'intéresse le plus, il semble le garder pour lui, ailleurs.

— Il ne te donne pas l'impression de démoraliser la classe ?

— Comment ça, démoraliser

De ma place je voyais la rue. On faisait une coulée à l'usine, un énorme nuage rouge sombre et chargé d'oxyde de fer s'éleva, recouvrit tout Trummelsberg; le lac fut noyé dans un brouillard blanc d'hiver et quelques pies affolées volèrent sur la cour de récréation. J'avais entendu aux informations du matin qu'une grève s'était déclenchée dans les mines de Kiruna, une de ces fameuses grèves sauvages. Rien d'extraordinaire à ce que les ouvriers s'or-

ganisent, ils le faisaient déjà à la fin du siècle dernier.

En tout cas, la grève ne s'était apparemment pas propagée jusqu'ici. D'ailleurs, ici une grève ne pourrait mener qu'à la fermeture de l'usine.

— Un élève doué, dit le zéro en chiffres, l'éminent carriériste, le proxénète des réformes scolaires, le pédéraste des journées d'étude et des méthodes pédagogiques prêtes à l'emploi qui me faisait face dans son costume rayé, un élève doué doit être intégré au travail normal de la classe, sinon c'est un élément perturbateur. Les autres risquent avoir l'impression que le travail ne paie pas.

Comme s'il payait. Un odeur fade de laine mouillée. Pourquoi bon dieu ce bon dieu de monde est-il envahi d'une odeur de laine mouillée ? Est-ce que j'ai quelque chose de détraqué dans le cerveau qui me donne des hallucinations d'odeur ? Ça ne m'étonnerait pas. Je regardai la pendule. Bientôt ce serait l'heure des informations du soir, nous saurions où en était la grève de Kiruna.

Tous les samedis après-midi, je vais voir Ingrid. Parfois nous couchons ensemble, parfois non. Nous nous sommes vus par périodes durant toutes ces années où j'ai habité ici. Elle est très instable. Sa vie sexuelle ne colle pas avec le reste de sa personne.

Ingrid est la première personne que j'ai rencontrée en arrivant ici. Cet automne-là, elle était très timide. Je me rappelle que je suis allé au cinéma avec elle la moitié de l'automne, au point d'être persuadé qu'elle était lesbienne ou complètement frigide.

Elle n'est ni l'un ni l'autre. Plus tard, elle a eu une liaison avec le directeur. Ça lui sert encore parfois quand le groupe F.N.L. de l'école s'est attiré des ennuis. Avantage non négligeable. L'an dernier, un auxiliaire a été foutu dehors en moins de deux parce qu'il consacrait trop de cours de géo à l'Asie du Sud-Est. Les collectes

sont en principe interdites à l'école. Le groupe en organise quand même et je me manifeste habituellement en leur plaquant dix couronnes dans la cagnotte d'un geste aussi ostensible que possible, presque comme le marguillier du bon vieux temps après la quête.

— Pour le gosse, on a un double choix. Ou bien on n'en fait pas grand-chose et il finira réparateur de voitures comme tous les autres dans une étable rafistolée à un quelconque virage, ou bien on lui donne les moyens de se réaliser. Dans ce cas, il deviendra prof de fac, et s'il réussit à éviter la chaire pour avoir du temps à consacrer à la recherche, il est bien possible qu'il contribue à l'évolution des mathématiques modernes.

— Comme tu y vas.

— C'est pourtant ça. Dans une école digne de ce nom, c'est-à-dire autre chose qu'un camp de vacances pour gamins sur le retour qui distribue de la lavasse en guise d'enseignement, on ne laisserait pas passer une chance pareille.

— Oui, c'est ta façon de voir, et je n'ai pas l'intention de discuter avec toi. Tu sais que je ne partage pas ton opinion sur l'école nouvelle.

— Bien sûr que non. Tu ne serais pas directeur. Mais dis-moi donc un peu s'il y a quelque chose que je peux faire. Existe-t-il des crédits spéciaux, avec lesquels je pourrais l'inscrire à un cours Hermod ? Peut-on m'accorder des heures complémentaires mensuelles pour lui donner des cours privés ? Je trouve ça stimulant et ça me ravigoterait, mais je ne vois pas pourquoi ce ne serait pas pris sur le budget de l'école.

Je me rappelle mon premier automne à Trummelsberg. Un automne assez décourageant. Au début, je passais le plus clair de mes soirées dans l'un des deux seuls restaurants de la ville qui aient la licence, à ingurgiter désabusé leur whisky au prix astronomique. Mais je n'ai jamais été très porté sur l'alcool, pour moi c'est comme un frein de plus qui s'ajoute à tous les autres. Je suis trop vieux pour la génération du haschich et je n'ai jamais été un fervent

de cet absurde culte de l'alcool. Rien qu'à voir comme on pouffe de rire en parlant d'eau-de-vie, ça me déprime.

Quant aux blanc-becs de la feuille de choux de Trummelsberg et de la rédaction locale du journal départemental qui traînaient là de soir en soir, après la mise sous presse, incultes, ricanant, et qui glapissaient à qui mieux mieux — les impôts, les marques des bagnoles, leur future carrière à l'« Expressen » ou comme grands reporters — ils me fatiguaient encore plus. Et c'est terrible ce qu'ils devenaient agressifs en fin de soirée.

Je l'ai dit, je ne suis pas très porté sur l'alcool. Mais il n'y avait absolument rien d'autre à faire. Noël approchait et j'étais déjà passablement groggy : pour respecter l'horaire, et corriger les copies, c'était souvent tiré par les cheveux ; je commençais à me rendre compte que si je ne me ressaisissais pas, j'étais foutu.

Alors je me suis ressaisi.

Un soir, aux environs de la Sainte-Lucie, je m'assis tout simplement sur une congère au lieu de rentrer. Je n'avais plus envie d'avancer, voilà tout. Et naturellement je voulais mourir, mais cette envie-là je l'ai depuis l'âge de trois ans, alors ça n'a rien d'extraordinaire. C'est un refrain qui m'est resté derrière la tête toute ma vie.

Je veux dire que je n'avais pas à cet instant plus envie de mourir que d'habitude. Mais ça aurait bien pu m'arriver, car je restais là, sans plus, assis dans la neige, à dodeliner de la tête.

— Non, dit le directeur, et sa mine indiquait que la conversation devenait un peu trop fatigante, un peu trop intellectuelle. Dieu sait s'il ne soupçonnait pas qu'un radicalisme diabolique se cachait derrière mon idée de vouloir faire quelque chose pour le plus grand génie mathématique que Trummelsberg ait jamais eu et qui, malheureusement, avait choisi de se manifester chez un petit rouquin mal lavé, issu d'une métairie du côté de Virsbo,

Non, vois-tu, nous n'avons pas de crédits pour ça. Mais rien ne t'empêche de lui faire un forfait. Il peut travailler avant la classe par exemple.

Je crois qu'il me soupçonnait d'un certain « spiritualisme ». Ces brutes-là, avec leurs boutons du rotary et leurs têtes de momies, ont occupé le secteur de la société où, dans une autre société, il y aurait place pour l'enseignement, l'émulation, l'orientation des jeunes. Ils l'ont occupé avec leur ratatouille d'économie mixte. Ils ne sont en fait que des forces d'occupation et ne tiennent donc pas outre-mesure à ce qu'on le leur rappelle.

C'est pourquoi si l'on s'oublie un instant à parler comme si l'intellect existait, comme si des processus de mûrissement, un solide, un dur travail de réflexion, des idées, comme si tout cela existait, ils vous fixent de leurs yeux bleus, glacés, économiquement mixtes — tremblants de peur bien sûr, mais d'une peur qu'ils camouflent tant bien que mal — et ils éprouvent une « pénible gêne ».

Personne ne prend pour nous de responsabilités, et j'aurais dû savoir à l'avance, si je n'étais pas le sacré con que je suis, que ce garçon n'a rien à attendre de leur école à la boule de gomme, de leur saloperie d'institut de préparation au Bureau d'Usine.

Je me trouvais livré à moi-même avant même la fin de la conversation. Personne d'autre que moi n'était responsable de ce gosse; je me sentis modeste et misérable à l'instant où je m'en rendis compte.

Celui qui me tira de là, je veux dire de la congère, cette fois-là, le premier automne à Trummelsberg, ce fut le peintre Ebbeling, le vieux paysagiste du cap, près d'Amänningen.

— Comment te sens-tu, mon gars, dit-il. Qu'est-ce que tu fabriques là ?

Il devait mieux me comprendre que je ne me comprends moi-même, car il me ramena dans sa bonne vieille Volvo, non pas chez moi — il y avait, quoi, trois cents mètres à faire — mais à une vingtaine de kilomètres de là, chez lui. Et puis il me mit tout simplement au lit. Je restai chez lui tout le dimanche et, avant que je rentre en taxi le dimanche soir, il m'avait appris pas mal de choses dont je n'avais pas la moindre idée.

Sur l'impression; la glaçure; les van Eyck, l'école vénitienne, le grain; le shumring, les

variétés de couleur. Il m'apprit — ça m'est resté — que la lumière doit comme rejailir en grandes couches vert bleu ou vert de gris sous les couches de couleur apparentes pour obtenir la mystérieuse luminosité qu'on trouve chez les vénitiens. Et il me montra ses peintures — il travaille de l'aube jusqu'à une heure avancée de la nuit, et il n'a pas exposé depuis des années, pas depuis cette fois-là non plus. Je me les rappelle comme extraordinairement belles, puissantes, lumineuses.

Et puis il y a cette histoire de vols de vélos, dit le directeur pour mettre un terme à l'entretien. Si tu apprends quelque chose qui puisse aide à tirer cette affaire au clair, pour l'amour du ciel contacte-moi au plus vite.

Naturellement, c'est le genre de choses qu'il faut pour le mettre en branle.

*CIRCONVOLUTION DE LA PLANETE
LAINE » AUTOUR D'UN SOLEIL DE
FAIBLE FREQUENCE SPECTRALE
(pp. 165-168)*

Nous n'eûmes pas longtemps à attendre. Ce fut d'abord un jeune qui nous prit; il allait à Köping chercher des arbres de manivelle pour Volvo en plein week-end et il n'était pas très rassuré, car vous savez qu'à cette époque les camions sont interdits le dimanche, mais d'un autre côté il n'y a jamais de contrôles.

Il nous déposa sur la route industrielle de Fagersta, et je me dis tout à coup que ce ne serait pas très réussi si l'un des professeurs de l'école s'arrêtrait pour nous prendre. Comment expliquer ma présence sur la route, un jour férié, à faire de l'auto-stop avec une fille de la classe parallèle ?

Quelqu'un s'arrêta; il ne nous connaissait pas, un brave homme en Duett Volvo.

Il fallut s'installer derrière lui, car il avait le siège avant encombré d'un fatras de cartons — Dieu sait pour quoi faire.

Peut-être sa conduite n'était-elle pas très prudente. Ce n'est d'ailleurs pas cer-

tain, il avait probablement une grande pratique de la voiture et par conséquent un sens très développé des marges à respecter pour ne pas risquer l'accident par temps d'hiver. Mais dès le premier dépassement je commençai à éprouver une peur terrible, il allait y avoir une collision de plein fouet où nous trouverions tous la mort, ou quelque chose dans ce goût-là. Il faisait bien du cent vingt, il doublait la plupart des voitures qui surgissaient dans le crépuscule d'hiver, et tout se passait à merveille, mais moi j'étais là à l'arrière, livide, effaré, dans l'attente d'une embardée fatale.

Du coup, je ne disais pas grand-chose à Claire, je me contentais de me presser contre elle dans les virages, et de lui tenir fermement la main chaque fois que nous allions doubler; elle devait me comprendre parfaitement, car elle ne faisait aucun commentaire.

Naturellement tout se passa à merveille, l'homme nous déposa à l'entrée de Trumelsberg, et nous nous éloignâmes pataugeant dans la neige.

J'achetai des cigarettes au kiosque qui est juste en face, des cigarettes et des journaux du soir.

L'hiver, quand on s'approche du kiosque, on sent une odeur de renfermé, une odeur de tabac, de papier carbone et d'encre d'imprimerie. Je reniflai cette odeur, cela me rendit distrait. Très distrait. Et je dis :

— On monte chez moi.

(et les décorations de Noël dans la Köpmangatan à Västerås, et les nuées de choucas autour du clocher, et la fumée rouge de l'aciérie qui se répand sur toute la région quand on fait des coulées dans les fours, et l'odeur de l'encaustique, de lessives fortes peut-être toxiques, et de la laine mouillée dans les longs couloirs de l'école, et l'odeur de la craie et du savon minéral de « Häxa » dans les années 40, et l'odeur de la terre humide et neuve d'avril, ah ! croyez-moi, c'était un des instants les plus solitaires de ma vie.)

Très lentement, je posai mon front contre sa clavicule droite, et la laine, je veux dire la laine de son pull juste au-dessus du sein

droit, rayonnait d'une chaleur mystérieuse comme un soleil (je pensais : ça doit être un soleil de faible fréquence spectrale, un soleil rouge, nous allons pénétrer dans un système planétaire inconnu, nous voguons depuis des années-lumière vers la planète Laine qui tourne autour d'un soleil rouge).

Très lentement donc je posai mon front contre sa clavicule droite, j'entendais son cœur battre, et la laine rayonnait d'une chaleur mystérieuse, et puis je posai mes deux mains sur ses hanches, sur ses deux hanches. Elle ne voulait pas me montrer son visage, elle baissa la tête. Je l'embrassai, je sentis sa petite langue prompté, frétil-lante comme celle d'un serpent, et quand je finis par me retirer, elle me suivit, elle en voulait encore, encore.

Son dos robuste entouré de mon bras, nous nous sommes retirés dans le bureau; j'ai allumé la lampe verte sur la table, aucune autre lampe, et elle s'est laissée glisser dans un coin de mon sofa comme si c'était la chose la plus naturelle du monde; de deux coups de pieds elle a envoyé ses bottes dans un coin, et tout aurait été irrémédiablement, effroyablement gâché, si elle avait un seul instant perdu ce sérieux crispé, presque agressif, qu'elle avait en cet instant.

Je plongeai mon visage dans cette laine mystérieuse qui saurait me protéger, m'isoler du reste du monde, de cette saloperie de monde; quelque part dans la région de son nombril, je commençai mon voyage. Je sentais toutes ses odeurs, qui m'étaient toutes inconnues, avec leur acreté juvénile, leur force impérieuse. Enfin, je la débarrassai de toute cette misérable laine, j'éteignis le bras, éteignis — puéril — la lampe sur mon bureau, j'étais seul au monde avec elle.

(Après les efforts inouïs qu'a nécessité le freinage à travers l'atmosphère d'une planète inconnue — je parle de ce qui se passe dans les romans de S.F. — il se produit habituellement une véritable explosion d'activité frénétique à bord, dès que le vaisseau spatial aux reflets d'argent s'est rétabli et que le nuage de poussière ocre soulevé par la manœuvre est retombé. Quelle est la composition de l'atmosphère ? Des vapeurs de vif-argent ? Des iodoïdes ? Du salpêtre liquide ? *Est-elle respirable ?*)

Je respirais. Je respirais là bouche tout près de son ventre, les poils rêches de son sexe contre mon oreille. Je me mouvais en toute légèreté. J'étais libre. Très libre. Si libre que j'avais en fait tout oublié autour de moi, tout ce qui n'était pas elle.

Si j'avais voulu, mais naturellement je ne le voulais pas, j'aurais pu monter jusqu'au plafond avec la lenteur et la majesté d'une bulle de savon chatoyante:

— Maintenant, il n'y a plus que toi et moi; et je léchai son aisselle. Elle éclata de rire, oui *elle riait*, et pour la première fois de ma vie je découvrais qu'on peut rire de bonheur.

C'était comme si toute ma vie j'avais vécu dans un état anormal, odieux, et maintenant, pour la première fois, j'étais revenu à la réalité normale.

Je lui mordillai l'aisselle et dis :

— Je te cherche une couverture rouge. On va se lever faire du café.

LE RESTE EST D'UNE FOUTUE

BANALITE. (DD. 198-201)

Le reste, c'est une histoire d'une foutue banalité. Je cherchai Claire pendant trois jours, j'essayai même de lui faire parvenir un message en téléphonant aux voisins de ses parents. Rien n'y fit. C'était comme si la terre l'avait engloutie.

Elle qui était, pour ainsi dire, tout ce qui me restait.

Pour couronner le tout, voilà-t-il pas que cette conasse d'Ingrid se pointe chez moi le soir, pétillante de curiosité, et me dit :

— Pourquoi ne donnes-tu jamais de nouvelles, tu as eu des soucis; à ce qu'on m'a dit, ce garçon qui est mort.

— Oui, j'ai eu pas mal de soucis, ce Noël.

— Tu n'as pas l'air en forme, tu fais parler de toi, au conseil.

— Comment ça ?

— Ils disent que ça t'a beaucoup frappé, qu'un truc pareil arrive dans ta classe.

— C'est gentil à toi d'être venue, lui dis-je, mais tu ne peux pas faire grand-

chose pour moi. Dans un cas comme ça, il faut essayer de récupérer tout seul, personne d'autre n'y peut rien.

— Dire que ça t'a marqué à ce point.

— Hé oui.

Etc.

Le troisième jour, Claire réapparut. Je la vis entrer dans sa classe. J'essayai de fixer son regard, en vain. Je l'aperçus deux autres fois ce matin-là, mais elle s'esquiva si vite que je n'eus pas la moindre chance.

Je la coinçai sur le chemin de la cantine, c'est une allée recouverte d'un genre de toit en plastique ondulé, conçu par l'architecte pour qu'on ne se mouille pas les jours de pluie, et il n'y avait que des gamins qui jouaient au ballon.

— Claire, il faut que je te parle.

— Ce n'est pas possible, dit-elle. Je peux pas te parler. Non, je peux pas.

— Je t'en supplie.

— Je peux pas. C'est plus possible. Pas maintenant. Va-t-en !

Je commençais à prendre conscience qu'on nous observait peut-être, mais au point où j'en étais c'était le cadet de mes soucis. J'étais prêt à me traîner à genoux sur les dalles de béton, s'il fallait. Elle portait des bottines aujourd'hui, de vraies bottines de ski tout juste un peu élimées qui semblaient ne pas avoir de longtemps tâté du cirage, des bottines et des fuseaux et toujours l'inévitable veste. Frappé de la découvrir si petite et si frêle, je frissonnais de tendresse. Je la pris simplement par la main.

Ses cheveux roux paraissaient las, mouillés, elle avait les yeux rouges; je ne sais trop si elle avait pleuré, ou si c'était l'insomnie. Les traits du visage flottaient avec une indécision juvénile, emplissaient l'espace de leur flou. L'humiliation, la douleur, le désarroi, la tendresse, une brutale arrogance, le cynisme, la générosité, tout à la fois, tout ensemble, péle-mêle.

Pour longue ou brève que soit ma vie, jamais je n'oublierai ce visage. Il essayait de me dire quelque chose, et je n'arrivais pas à saisir le sens de ce quelque chose. Quelque chose qui était une vérité pour moi,

une de ces vérités dont on ne sait plus si on doit survivre ou non si on s'ouvre à elle et l'accueille.

Nous avons fait quelques pas, main dans la main, dans une sorte de vide parfait. Tous les efforts auraient été vains, aucun de nous ne pouvait rien trouver à dire. Il y avait sûrement des gens autour de nous qui nous voyaient. Ils se fondaient dans une sorte de brume. Ils auraient pu me monter sur les pieds que je ne les aurais pas remarqués.

Et, dans ce vide, il y avait une souffrance d'amour-propre, mais aussi le sentiment de possibilités cachées, d'une vie possible qui jamais ne se réaliserait, un sentiment d'une telle intensité que j'en avais le vertige : le vide, et pourtant si riche, si plein.

Nous avons fait quelques pas, je l'ai dit, dans ce vide, et je serrais toujours sa main, très fort.

Soudain, avec la rapidité de l'éclair, elle se libéra. Il y avait dans son geste tant de dureté, tant de haine, que je criai tout haut

de douleur. Elle saisit en un éclair deux de mes doigts et les fit craquer en arrière. La douleur fut très vive mais, je ne sais par quel miracle, les ligaments ne rompirent pas.

— Fous-moi la paix ! cria-t-elle. Je ne veux plus jamais te voir !

Le noir.

Le noir.

Un noir toujours plus noir...

Et la même sensation atroce qu'à l'âge de dix ans lorsqu'un jour, par mégarde, je fis dans mes culottes en plein cours. Toute la classe me suivit dans l'escalier, de palier en palier, depuis la salle de gymnastique perchée tout en haut, à travers l'immensité de la vieille école, jusqu'en bas, jusqu'aux toilettes — un long cortège joyeux, exubérant, folâtre, et leurs rires comme les cris des mouettes dans le sillage du vaisseau.

Dernières Nouvelles

SEMINAIRES D'ETE SCANDINAVES — 1978 — SCANDINAVIAN SUMMER SEMINARS

Le « DET DANSKE SELSKAB » (Institute for information about Denmark and cultural cooperation with other countries) organise pendant la période des vacances universitaires, une série de séminaires échelonnés du 10 juillet au 22 septembre et dont on trouvera ci-dessous le calendrier. Ces séminaires sont payants, les prix indiqués (d'ailleurs approximatifs) comprennent le voyage en Scandinavie, le logement et les repas. Le cours sont dirigés en anglais. Des attestations universitaires peuvent être délivrées à leur issue. Pour tout renseignement complémentaire, on peut s'adresser directement au DET DANSKE SELSKAB,

2, Kultorvet, DK-1175 COPENHAGEN K

DANEMARK

- *Architecture scandinave* (27.08. - 9. 09)
Px. : 4.000 Couronnes Danoises (D.Kr.)
- *Art Appliqué et Design industriel en Scandinavie* (16.07 - 29.07) 4.000 D.Kr.

- *Arts et Musées au Danemark*. Les chefs-d'oeuvres de la peinture et de la sculpture. (10.07 - 20.07) 2.500 D. Kr.
- *Les bibliothèques au Danemark*. Structures et activités multiples. (8.08 - 17.08) 2.000 D.Kr.
- *Démocratie scandinave*. L'Etat providence : contraignant ou libérateur ? (4.09 - 16.09) 4.000 D. Kr.
- *Les écoles maternelles et élémentaires en Scandinavie* (2.08 - 19.08) 4.800 D. Kr.
- *Education spéciale en Scandinavie* (13.08 - 26.08) 3.500 D. Kr.
- *Les Soins aux personnes âgées au Danemark* (20.08 - 26.08) 1.000 D. Kr.
- *Les relations humaines dans la famille et dans la communauté* (8.08 - 26.08) 900 D. Kr.
- *L'Europe des régions : conférences sur l'autonomie régionale*. (17.09 - 22.09) 1.200 D. Kr.

AVIS AU LECTEUR

Pour faciliter le classement des exemplaires de notre revue, il a été décidé que, dorénavant, chaque parution serait affectée d'un numéro d'ordre tenant compte de la totalité des publications parues depuis 1976, date de la fondation de BOREALES.

Ainsi, comme on peut le constater, l'ancien numérotage (conservé encore ici à titre transi-

toire) : 1/78 (1^{er} trimestre 1978) a fait déjà place au nouveau : N° 8 (3^e Année)*.

Nos lecteurs nous pardonneront cette modification mineure qui n'a d'autre but que de rendre l'archivage et les références ultérieurs plus aisés.

(*) Le présent numéro est bien le 8^e, l'année 1976 n'ayant compté que 3 numéros

**CE NUMERO A ETE PUBLIE
AVEC LA PARTICIPATION
DE L'UNIVERSITE DE PARIS VII**

SUMMARY AND ABSTRACTS

POLITICS AND HISTORY

The Great Powers and the Northern Countries : 1939-1940

(From the International Symposium of Historians in Oslo)

by **Jean-Jacques Fol**

A brief survey of the historical conditions of the four northern countries (Denmark, Finland, Norway, Sweden) during the Second World War. This article is followed by a bibliographical note.

Swedish Politics : 1939 - 1940

by **Erik LÖNNROTH**

Alone among the northern countries to have preserved her neutrality, Sweden poses many unsolved problems to the historian. The author presents here new historical data which attempts to answer these delicate questions.

INTERNATIONAL RELATIONS

Sweden and her International Scientific Relations

by **J. P. Chevillot** and **G. Rivière.**

Whether due to international scientific organismes, or more precisely to inter-nordic zones, Sweden owes her privileged position to the high standards of her scientists and research workers, and to her traditional open foreign policy. However, this article is mainly interested in the relations which she maintains with France in particular, in technical and scientific spheres, in great part due to the efforts of the A. F. S. R. (Franco-Swedish Association of Research).

SOCIOLOGY

Social Science in Sweden : from the pragmatism of the agrarian society to the empirism of the industrial society

by **A. Gras**

Basic schooling in Sweden : a permanent reformation ?

by **Göte Gustavsson.**

A critical analysis of the evolution of ideas and methods in primary education, a problem still to be solved.

ETHNOLOGY

Reindeer-breeding among the Swedish Lapps : present and future situations

by **Mario Moutinho**

LITERATURE

Lars Gustafsson's romantic and prophetic utopia

by **M. M. J. Fernandez.**

**VOTRE ABONNEMENT ARRIVE A EXPIRATION.
REABONNEZ-VOUS EN UTILISANT CE BULLETIN**

BULLETIN D'ABONNEMENT à retourner au
Centre de Recherches Inter-Nordiques (C.R.I.N.)
28, rue Georges Appay 92150 SURESNES

Abonnement simple : 1 an (4 numéros) : France : 85 francs

Etranger : 100 francs

Abonnement de soutien : : 200 francs

Nom :

Prénom :

Profession :

Adresse N° Rue

Ville

Code postal Date

Règlement par : (*) Chèque bancaire

Chèque postal **22 171 55 G PARIS**

Mandat

() Cocher la case correspondante.*
